



Réalisation d'une prospective territoriale

Première réunion du groupe de prospective

Documentation complémentaire

28 septembre 2007

Ce document propose des cartes et analyses qui complètent le document présenté lors de la séance du 28 septembre.

Ordre du jour

- Présentation de l'équipe RCT-Ifaces
- Les objectifs de la démarche, et la méthode proposée
- Présentation des dynamiques territoriales du département
- Débat autour des évolutions des territoires

Présentation de l'équipe

RCT



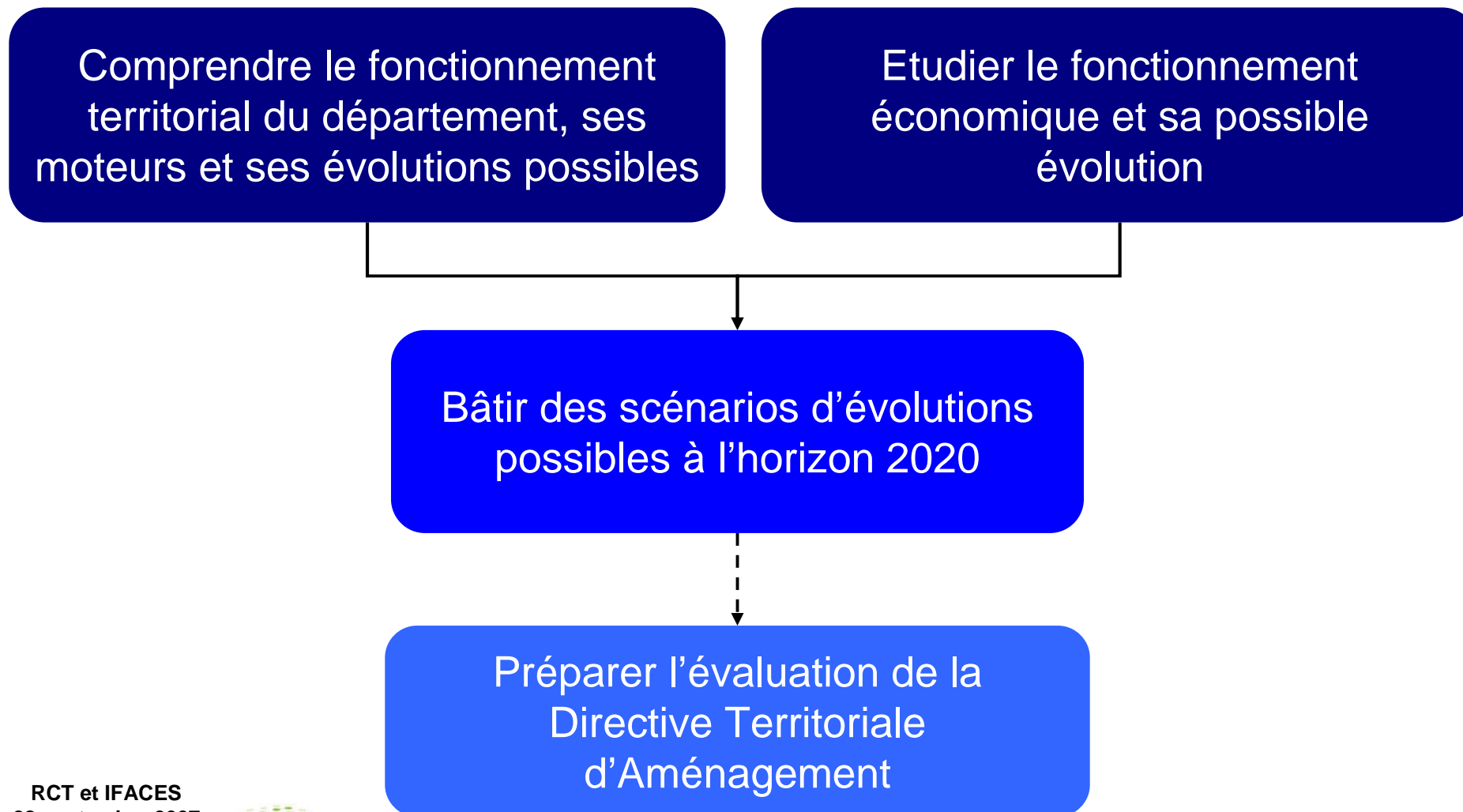
- 15 ans d'expertise au service des territoires
- Connaissance des mécanismes territoriaux aux différentes échelles
- Maîtrise des méthodes de prospective
- Missions auprès des services de l'Etat

Ifaces Développement



- Une expérience reconnue dans le champ du développement économique territorial :
- vision systémique des territoires
 - approche reposant sur les acteurs locaux
 - sélection de certains indicateurs, émergence de besoins, analyses d'entretiens qualitatifs, accompagnement méthodologique

Objectifs de la démarche



L'exercice à réaliser

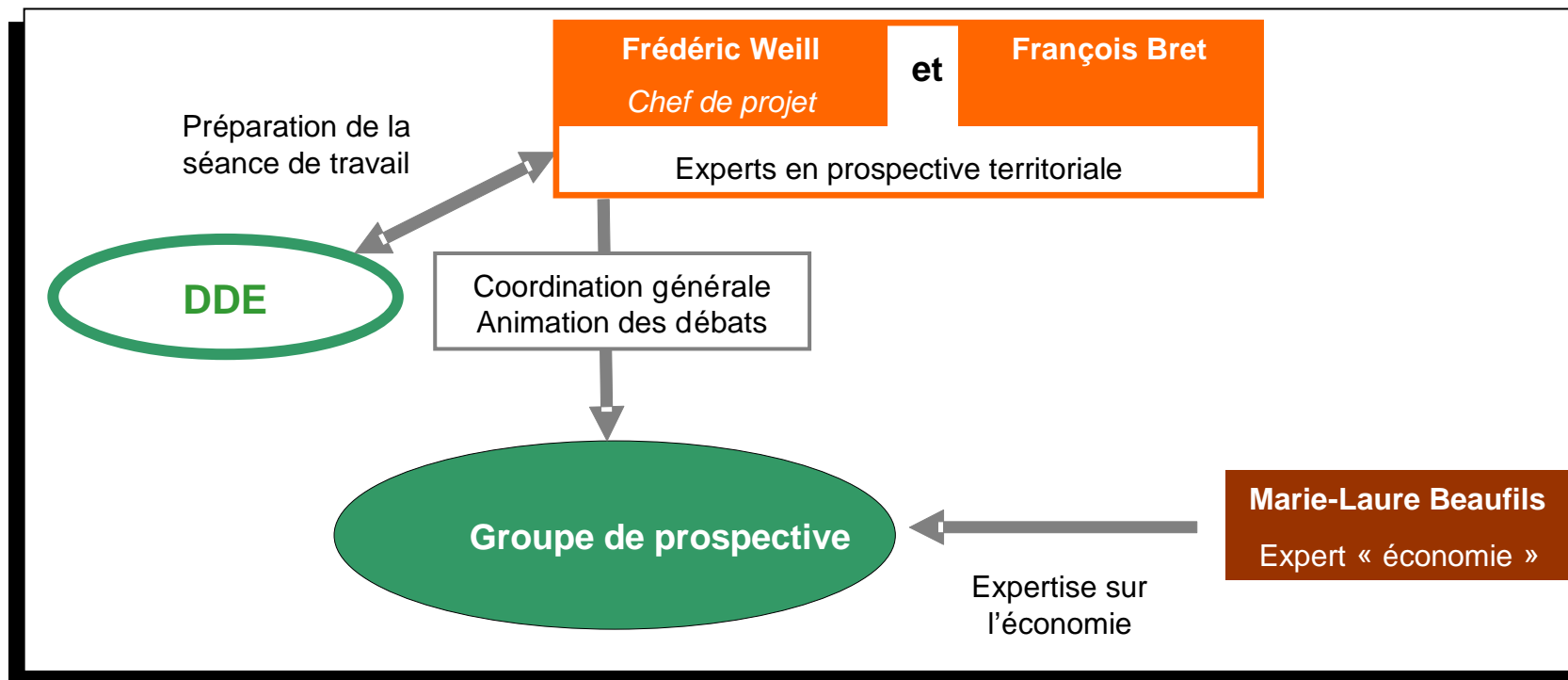
Une analyse des impacts du développement et du fonctionnement économique sur les territoires

Une **analyse centrée sur les mutations en cours et les perspectives, préalable à la construction de scénarios à 2020 (qui tiendront compte des perspectives à 2030)**. Il ne s'agit pas de réaliser un diagnostic, mais de mettre en évidence les tendances.

Une analyse prenant en compte les secteurs clés de l'activité économique du département :

- L'économie de services
- L'économie de l'accueil touristique
- L'économie de l'excellence

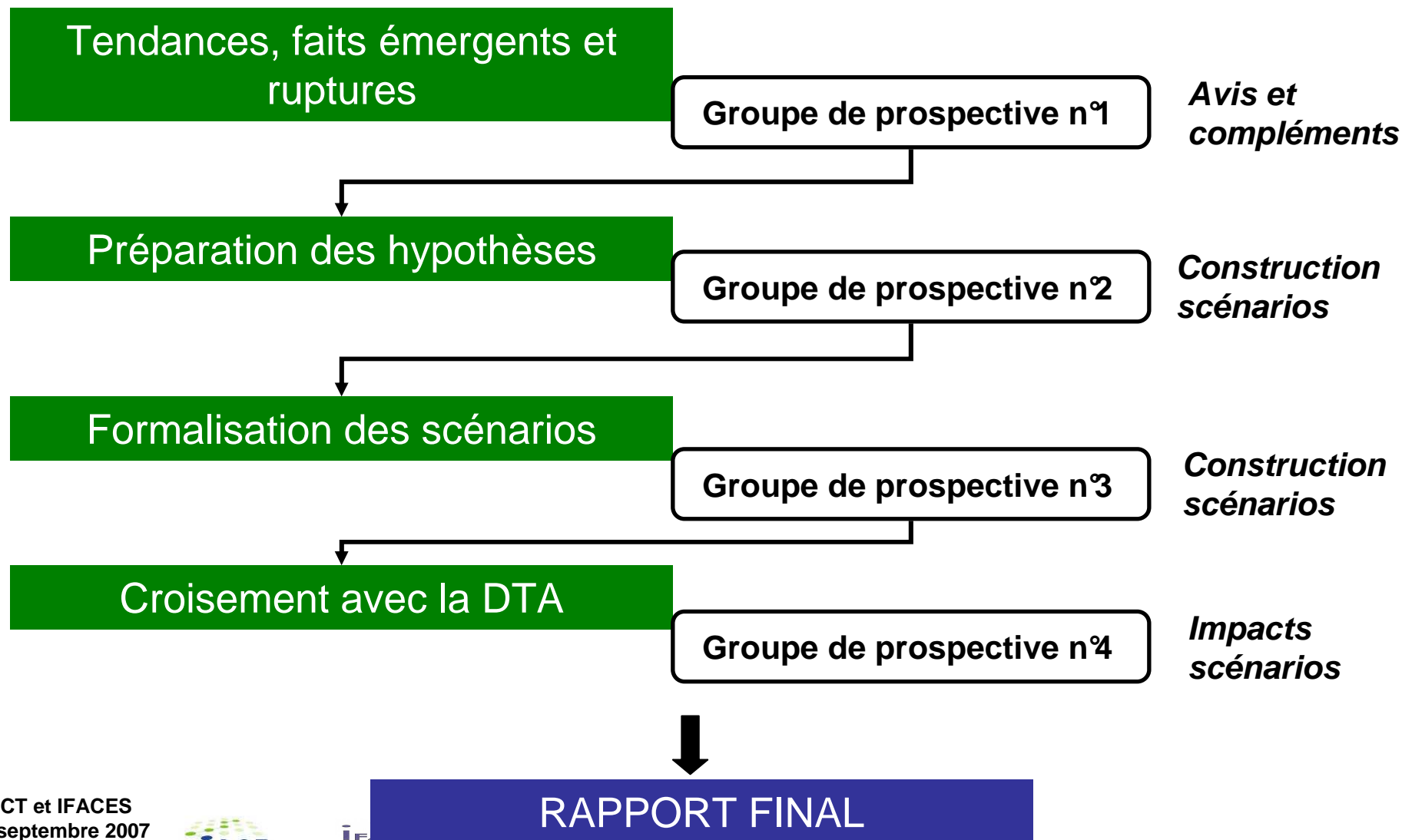
Le travail du groupe de prospective



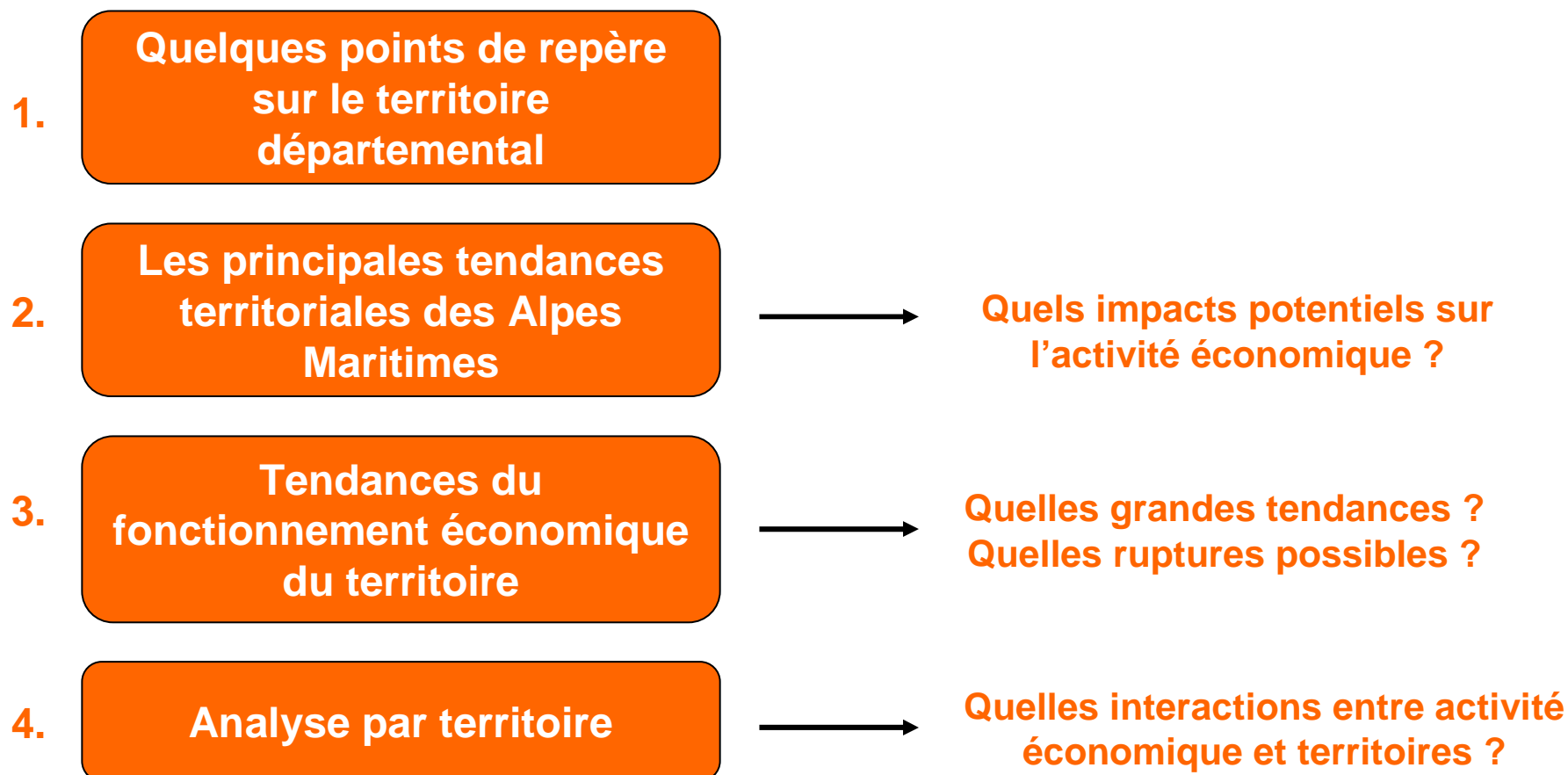
Une co-production de la démarche de prospective, à travers :

- La contribution à la construction des scénarios, sur la base des éléments proposés par les cabinets
- La construction progressive d'une vision partagée de l'avenir du territoire départemental

Le déroulement de la démarche

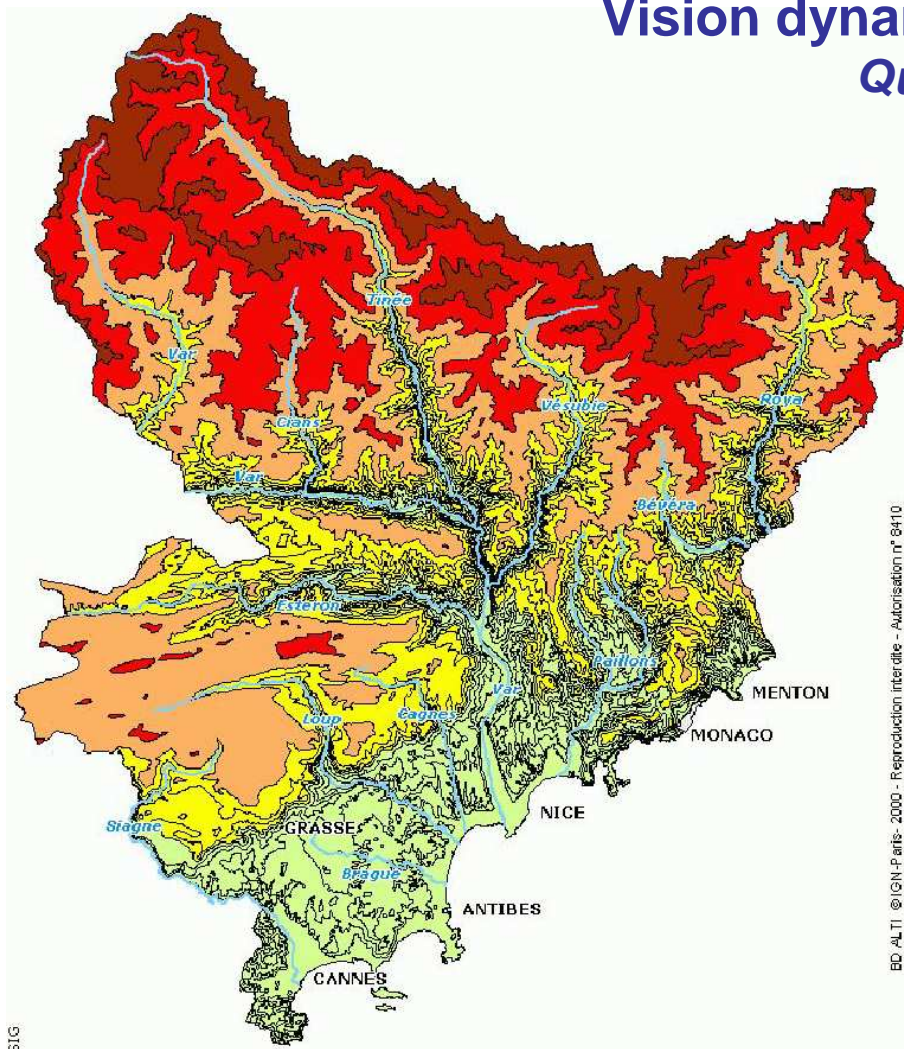


La séance d'aujourd'hui



Une vision dynamique du territoire départemental

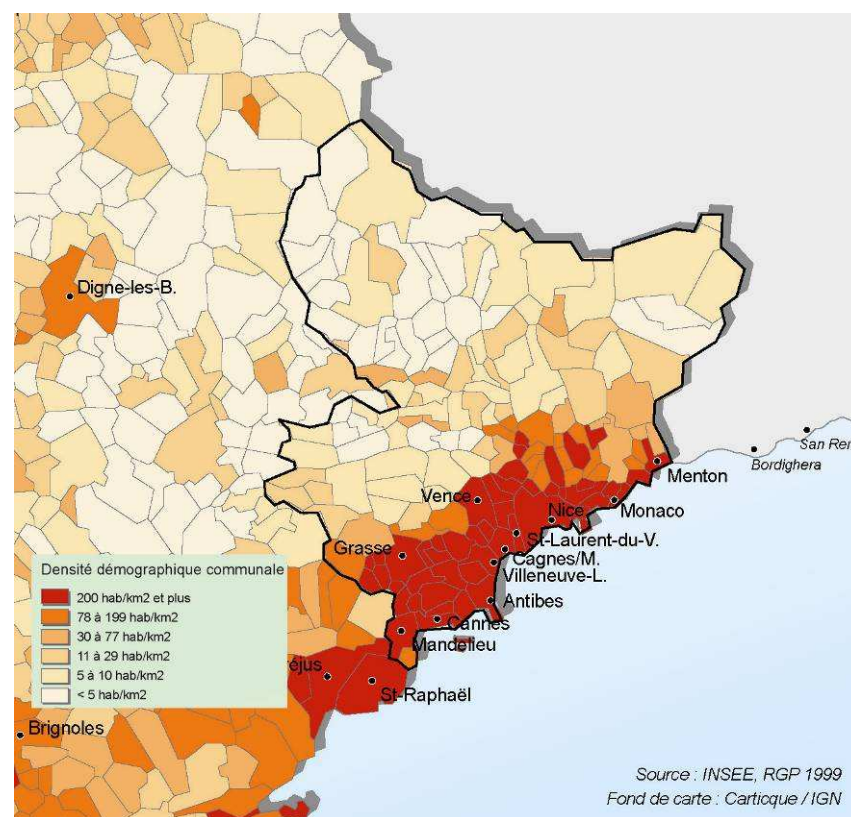
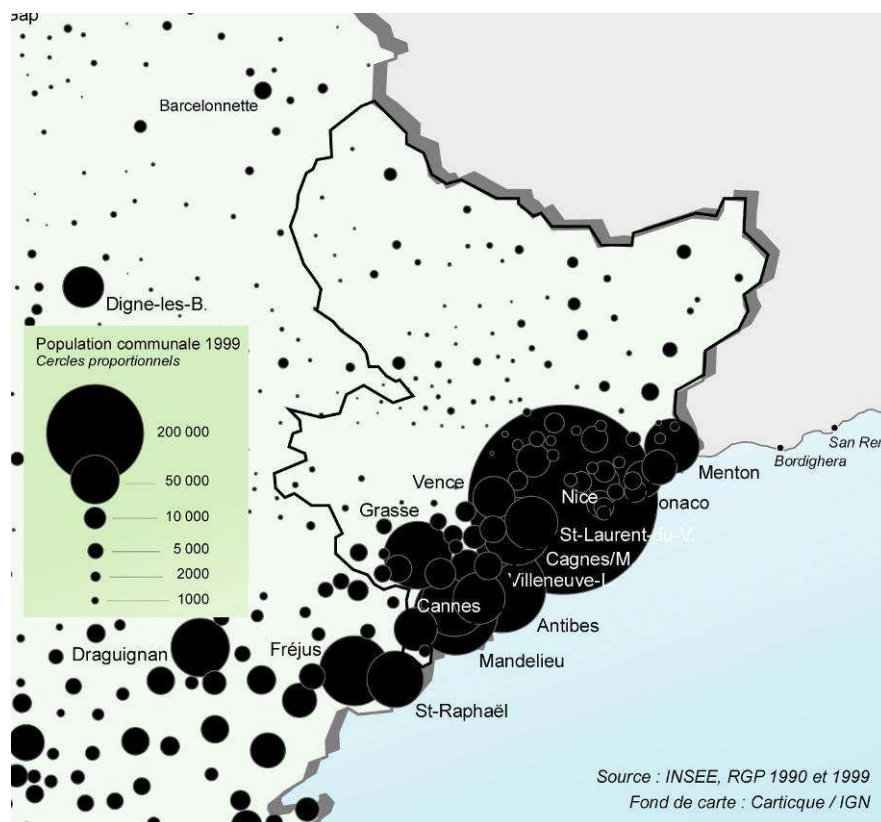
Vision dynamique du territoire départemental Quelques éléments de cadrage



Source : DTA des Alpes Maritimes, 2003.

Un relief fortement structurant et contraignant, qui induit une lecture du territoire départemental en trois secteurs.

Vision dynamique du territoire départemental Quelques éléments de cadrage



Une population fortement concentrée sur la bande littorale

De très fortes variations de densité de population : plus de 1 000 habitants au km² sur la bande littorale, moins de 5 sur certaines communes du Haut Pays.

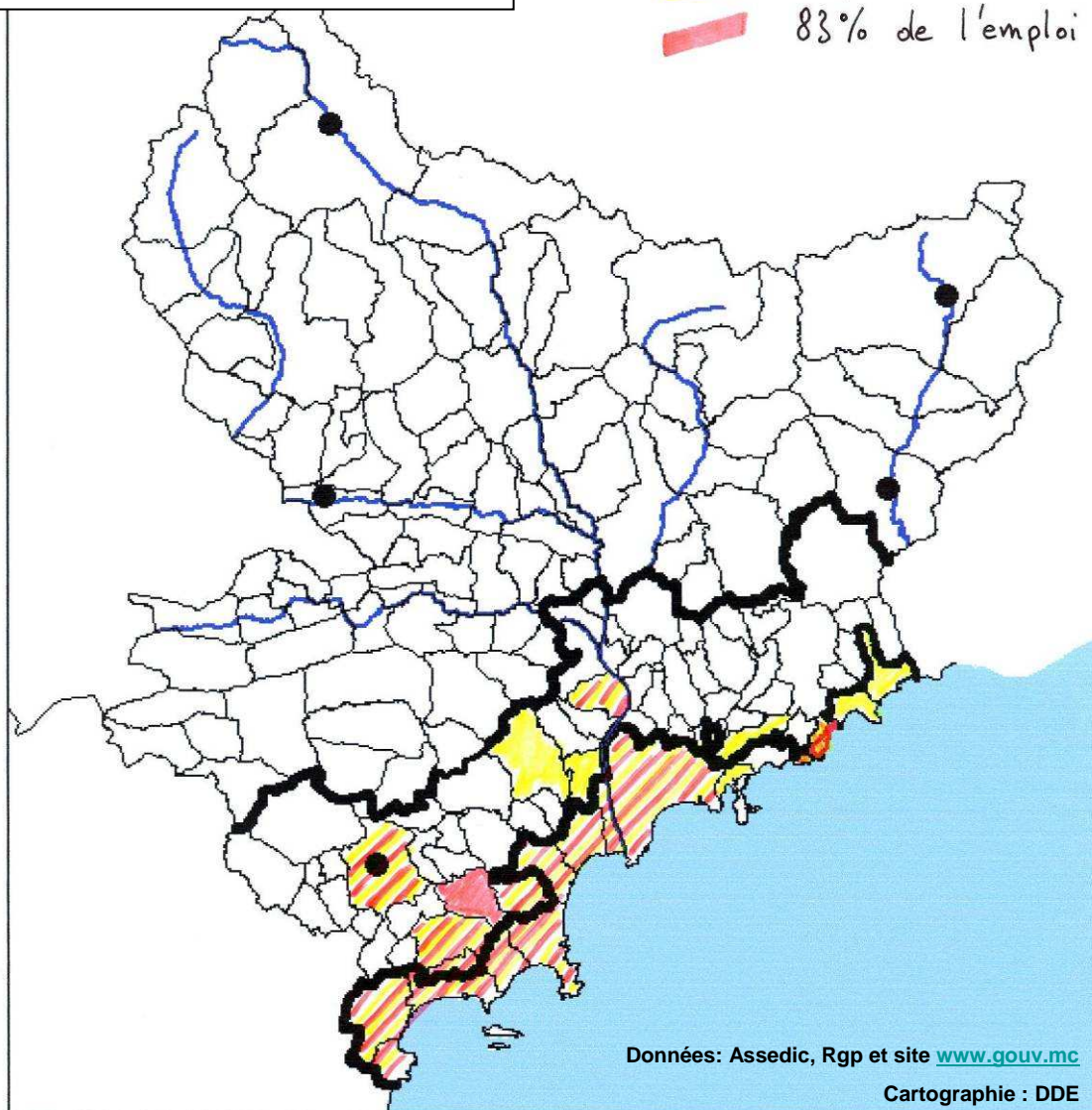
Vision dynamique du territoire départemental

Quelques éléments de cadrage

Zones d'emploi et d'habitat

83% des R.P.
83% de l'emploi

Les deux aires largement localisées sur le littoral regroupent l'essentiel (83%) des emplois d'une part et de l'habitat – résidences principales d'autre part ; la correspondance des deux aires est relativement satisfaisante (Monaco est pris en compte).

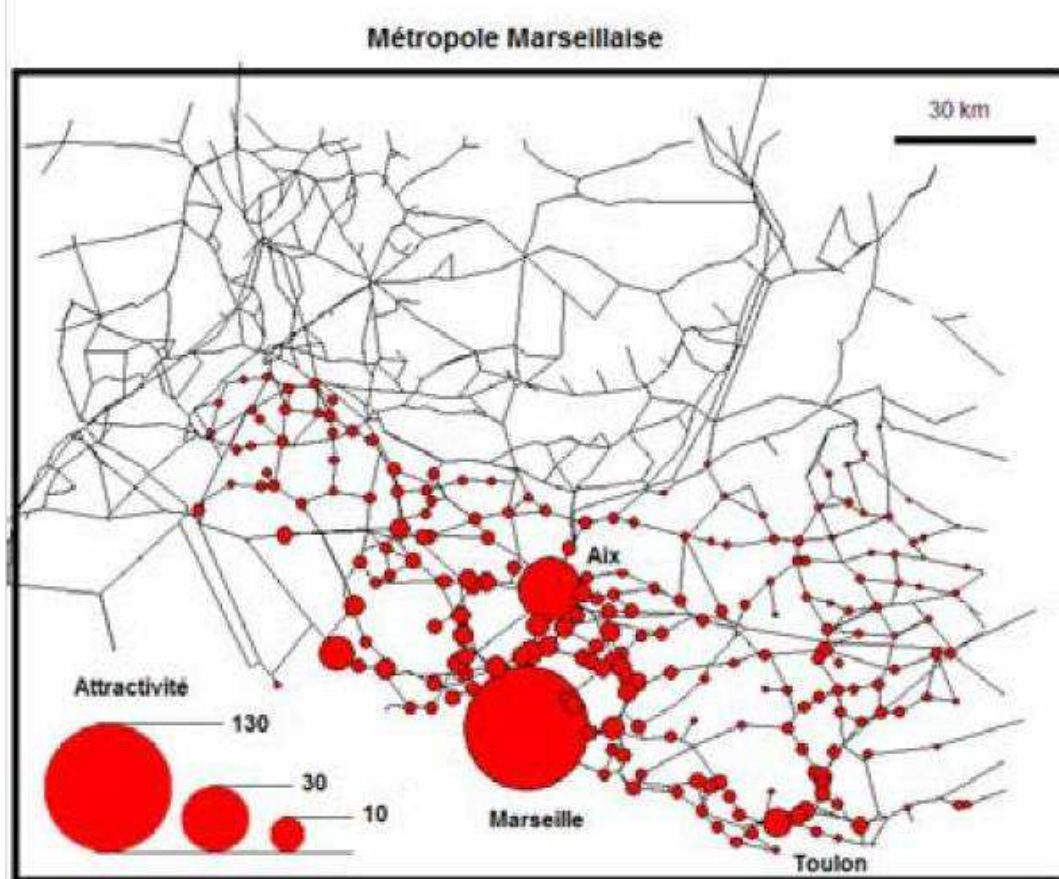
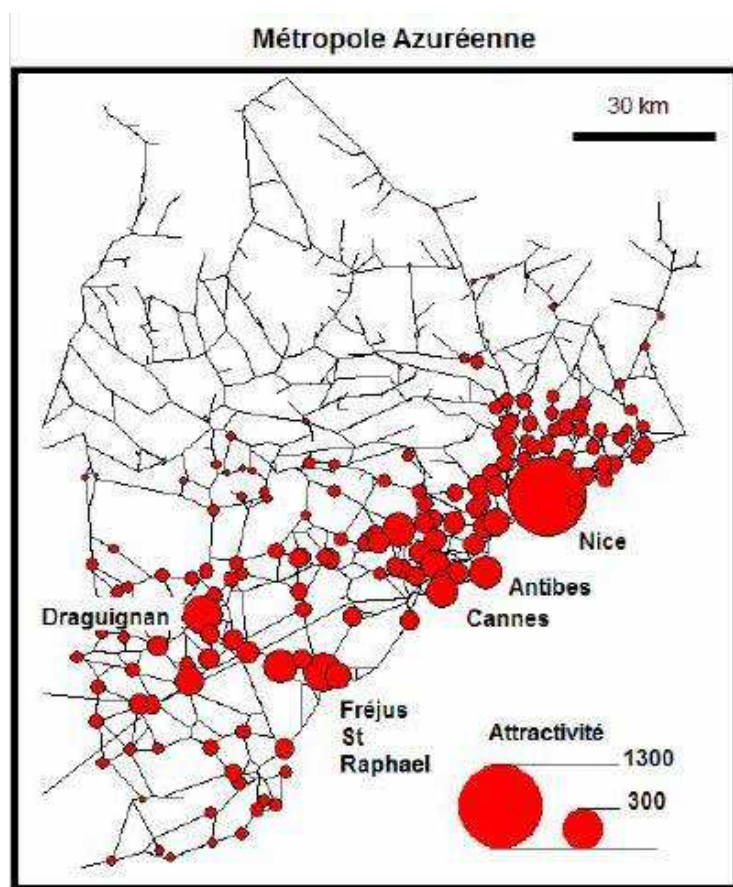


Données: Assedic, Rgp et site www.gouv.mc

Cartographie : DDE

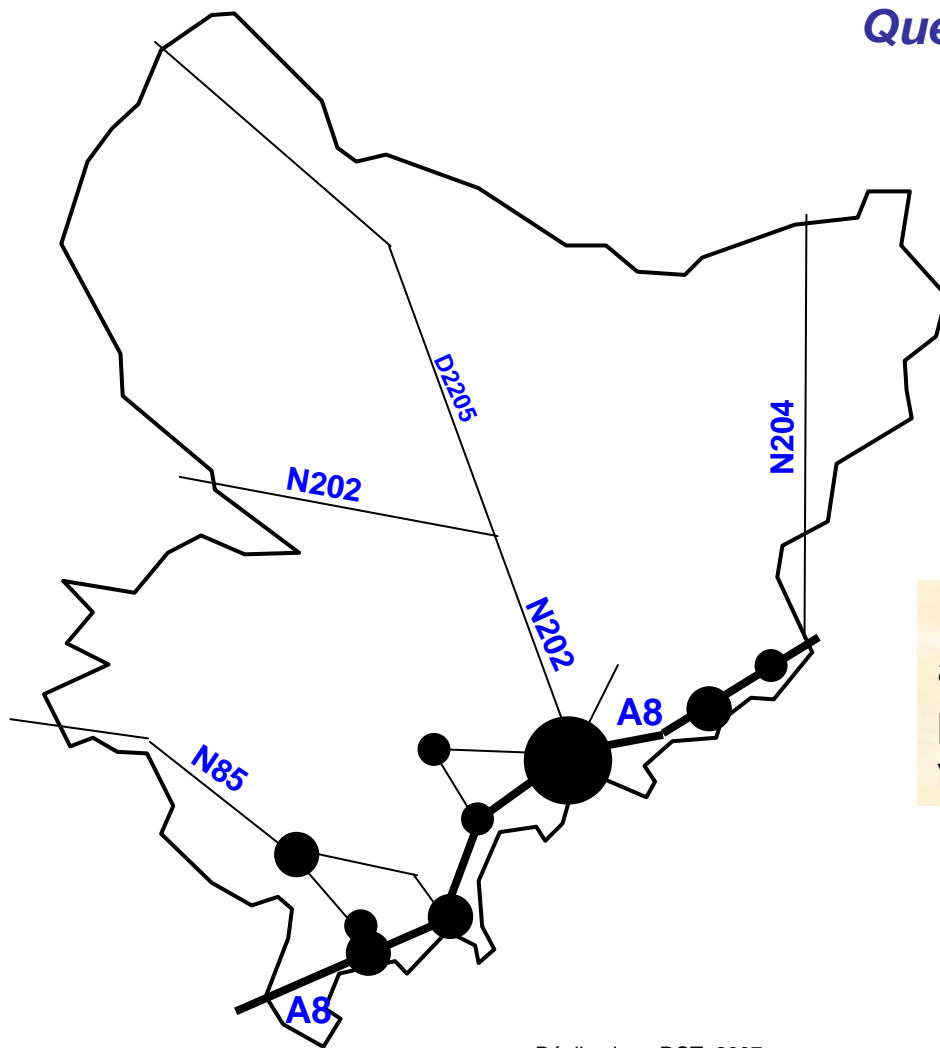
Vision dynamique du territoire départemental Quelques éléments de cadrage

Attractivité des communes



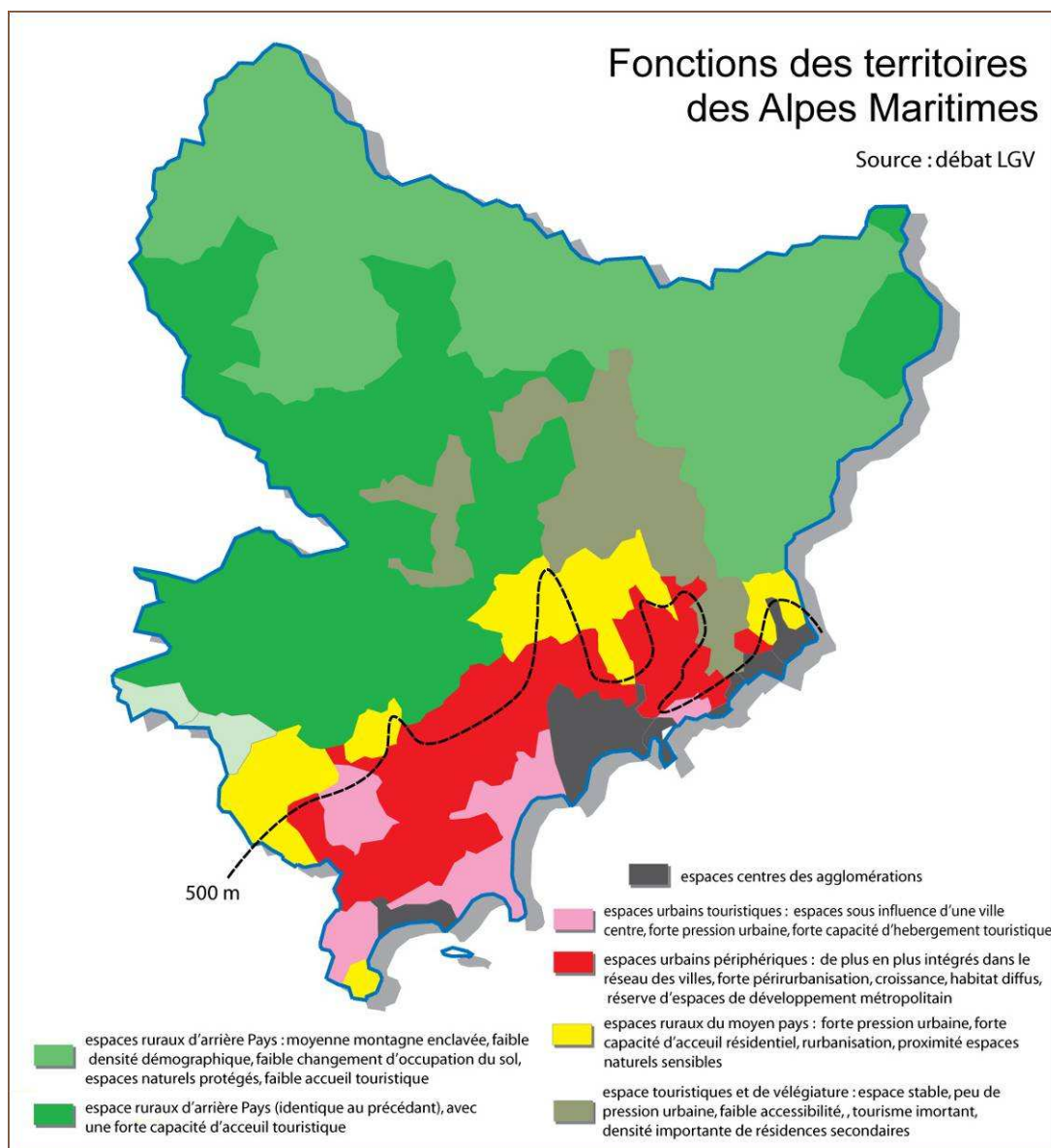
Cartographie : UNSA 2007

Vision dynamique du territoire départemental Quelques éléments de cadrage



Une organisation territoriale marquée par un axe littoral structurant (A8), et des perpendiculaires nord-sud qui suivent les vallées.

Réalisation : RCT, 2007



Vision dynamique du territoire départemental

Quelques éléments de cadrage

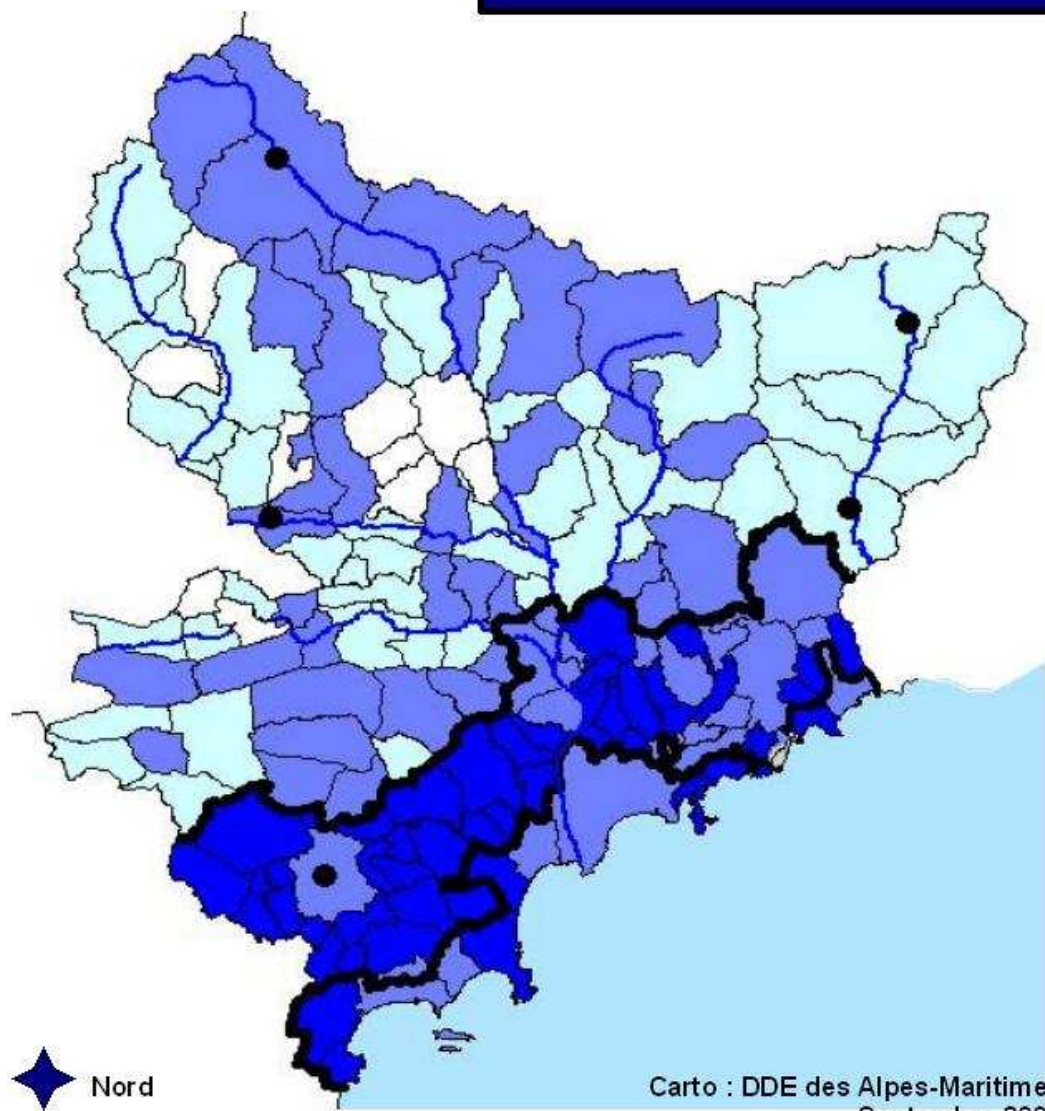
Des contraintes naturelles et une structuration du développement qui induisent une spécialisation de l'espace en bandes :

- Des centres villes et des espaces urbains touristiques sur le littoral
- Des espaces périurbains sous forte pression résidentielle sur le Moyen Pays
- Des espaces ruraux et touristiques dans le Haut Pays

Réalisation : RCT, 2007



Revenu moyen



Revenus moyens par foyers fiscaux 2003 (€) :

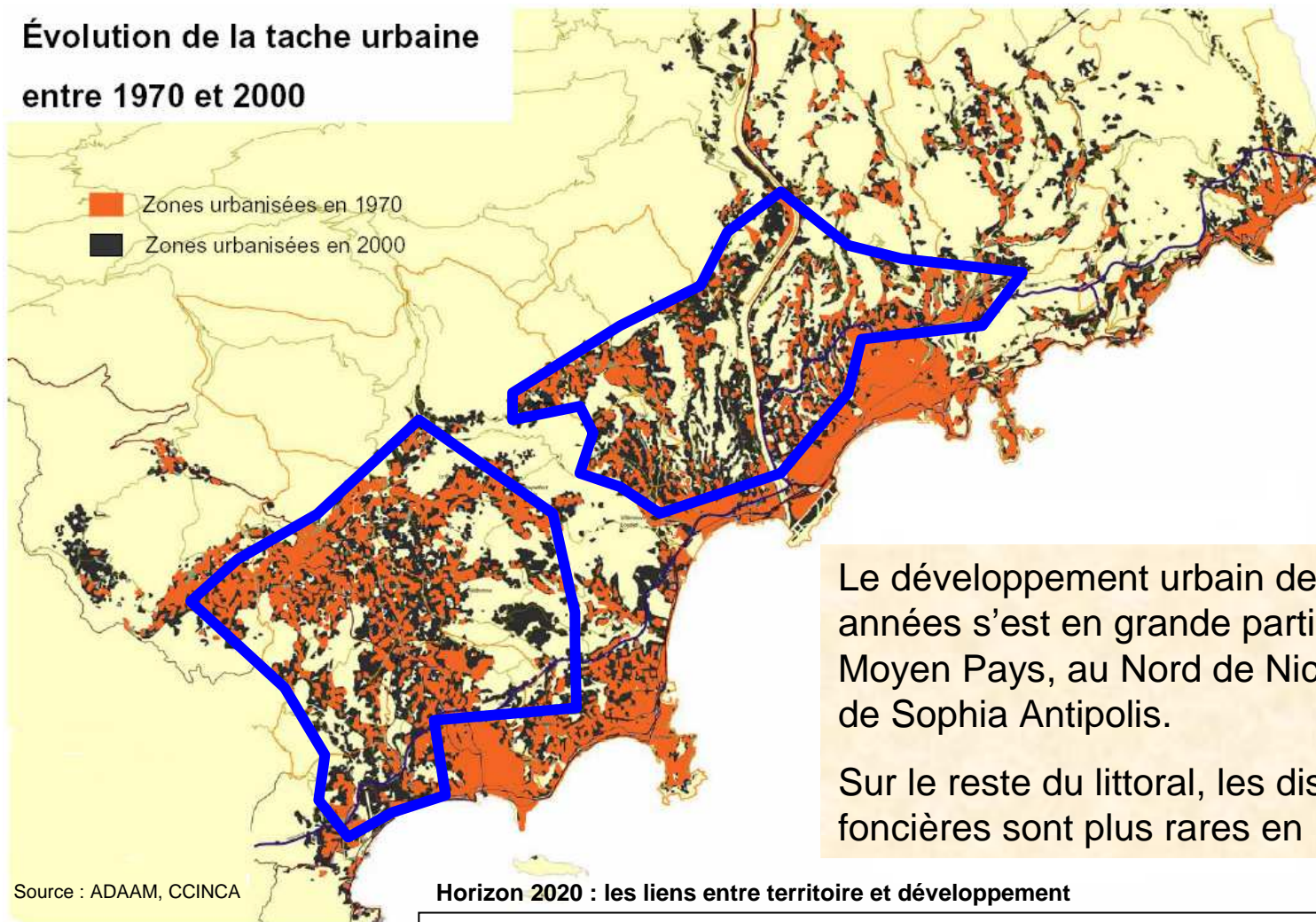
- 17 000 - 29 200
- 12 000 - 17 000
- 0 - 12 000
- Communes non recensées
- Limites des zonages de la DTA des Alpes-Maritimes : Zone littorale, moyen-pays et haut-pays

Source : FILOCOM, données 2003

*Commentaires:
Les plus forts revenus moyens se trouvent majoritairement dans le moyen-pays et ne concernent pas les villes principales.*

Vision dynamique du territoire départemental Les grandes tendances

Évolution de la tache urbaine entre 1970 et 2000



Le développement urbain de ces 30 dernières années s'est en grande partie reporté sur le Moyen Pays, au Nord de Nice et sur le secteur de Sophia Antipolis.

Sur le reste du littoral, les disponibilités foncières sont plus rares en raison du relief.

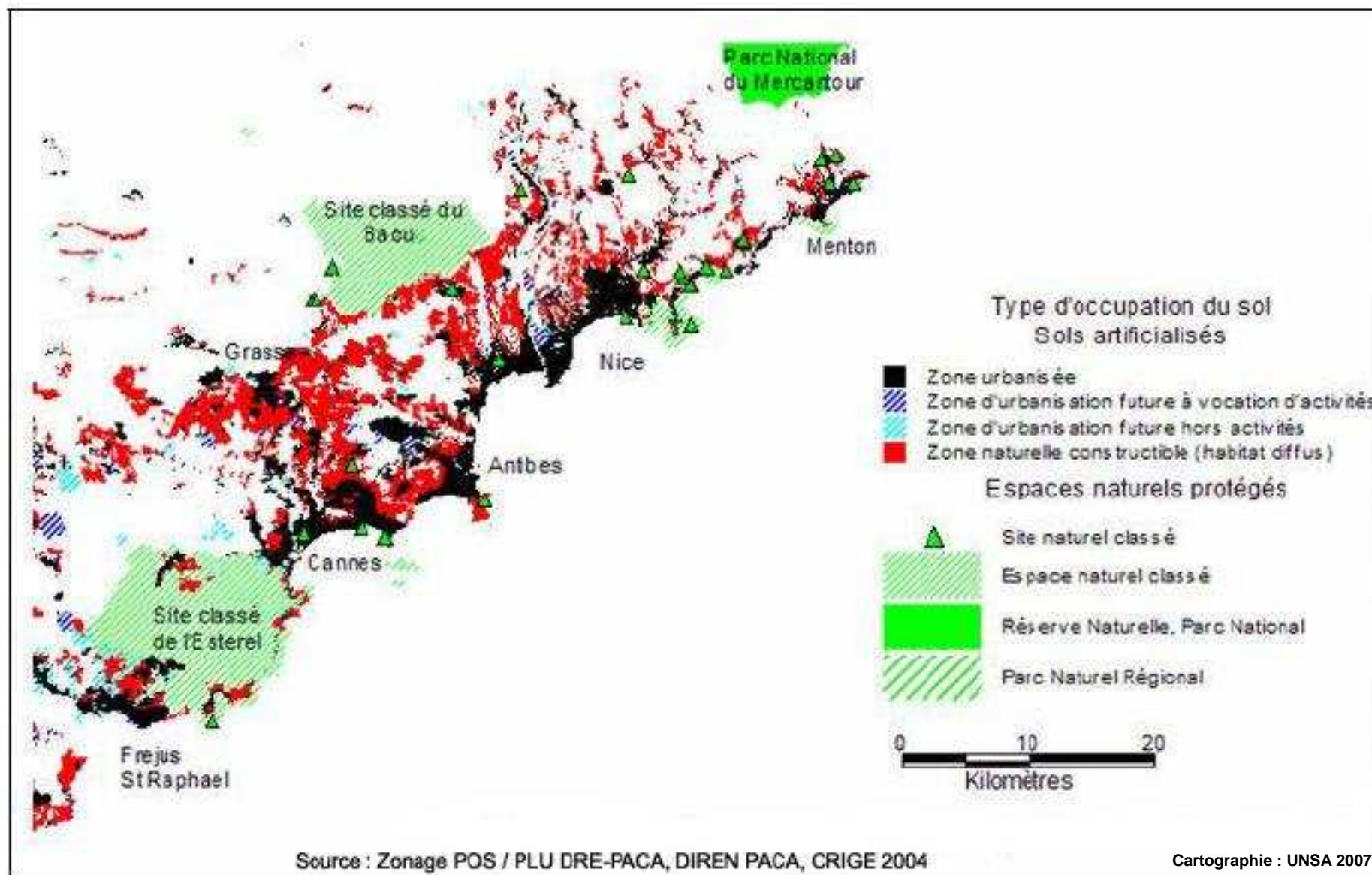
Horizon 2020 : les liens entre territoire et développement

Où seront logés les actifs demain ?

Quelles capacités foncières pour le développement économique ?

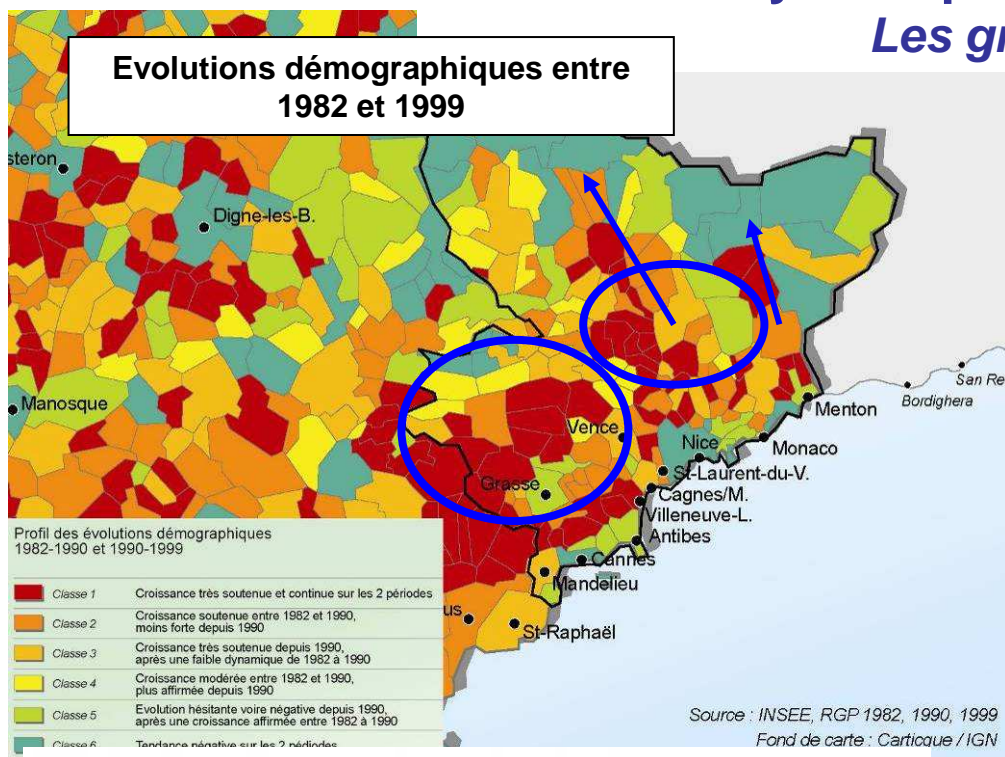
Vision dynamique du territoire départemental

Les grandes tendances



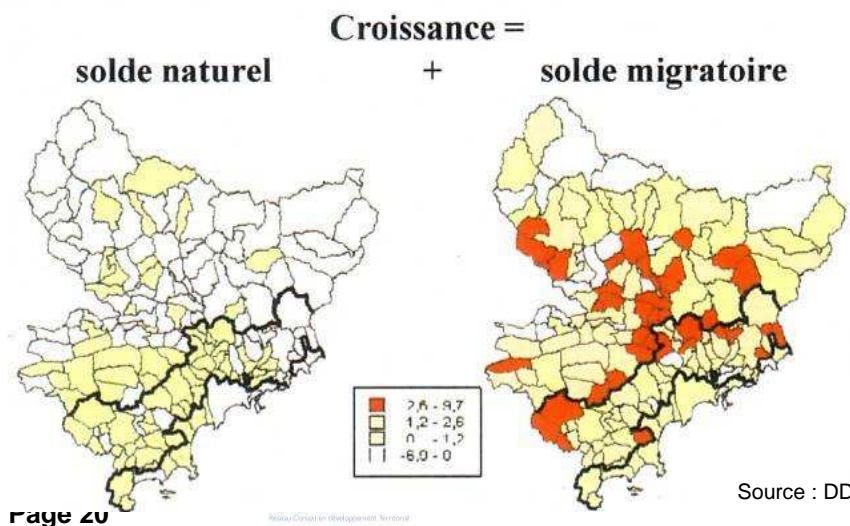
Vision dynamique du territoire départemental

Les grandes tendances



Les disponibilités foncières et leur coût expliquent les tendances récentes de localisation de la population :

- Une croissance ralentie voire négative sur la frange littorale
- Un développement essentiellement polarisé sur le Moyen Pays
- Une tendance à la diffusion de la croissance vers le Haut Pays, le long des principaux axes

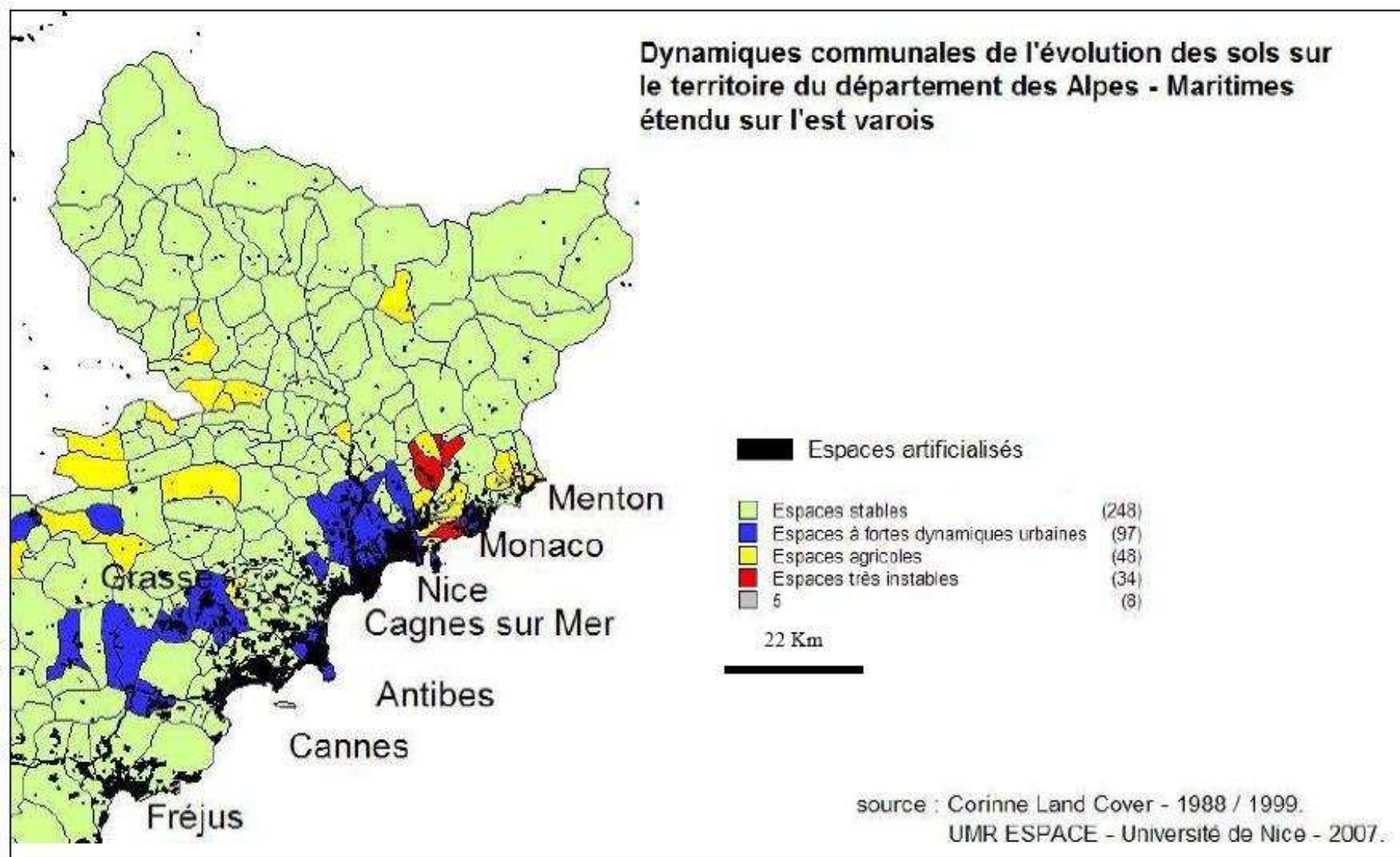


Un solde naturel qui stagne, pour un département vieillissant

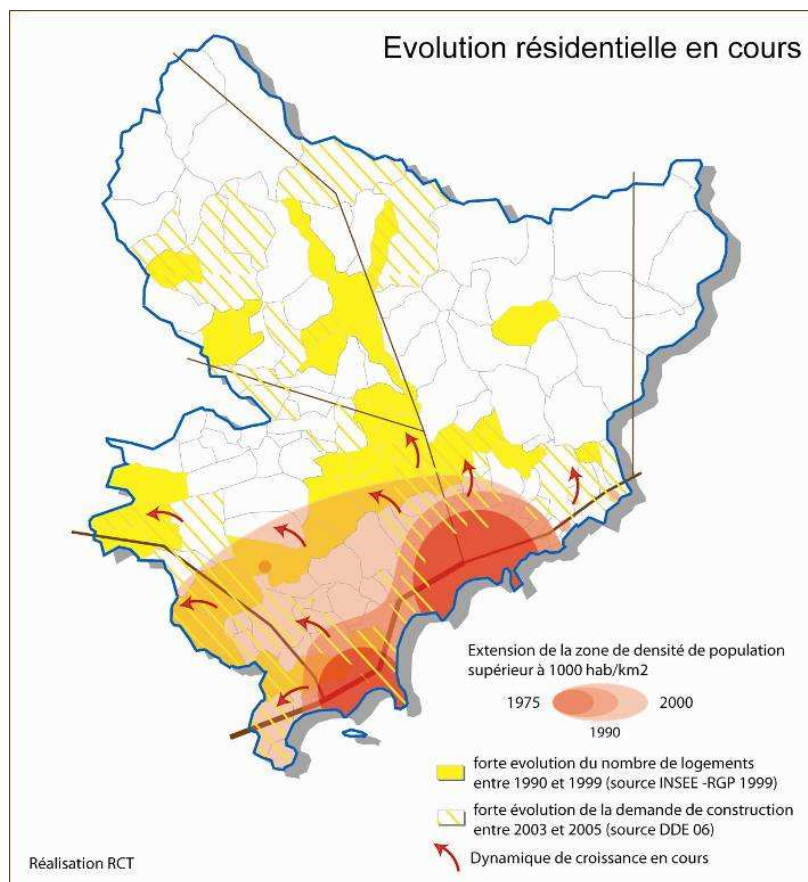
Un solde migratoire très positif sur le nord du Moyen Pays et le long des axes du Haut Pays

Vision dynamique du territoire départemental

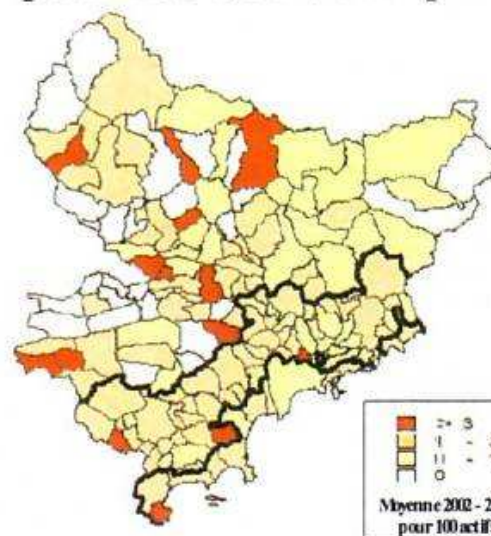
Les grandes tendances



Vision dynamique du territoire départemental Les grandes tendances



Constructions nouvelles pour 100 actifs occupés



En 2005, 2/3 des transactions foncières ont été réalisées dans le Moyen Pays, et 17% dans le Haut Pays

Source : Chambre des notaires des Alpes Maritimes

Un net phénomène de report de la croissance vers le Haut Pays

Horizon 2020 : les liens entre territoire et développement

Le Haut Pays, lieu de résidence pour les populations fragiles en 2020 ?

Jusqu'à où la déconnexion spatiale des fonctions économiques et résidentielles peut-elle se poursuivre ?

Vision dynamique du territoire départemental Les grandes tendances



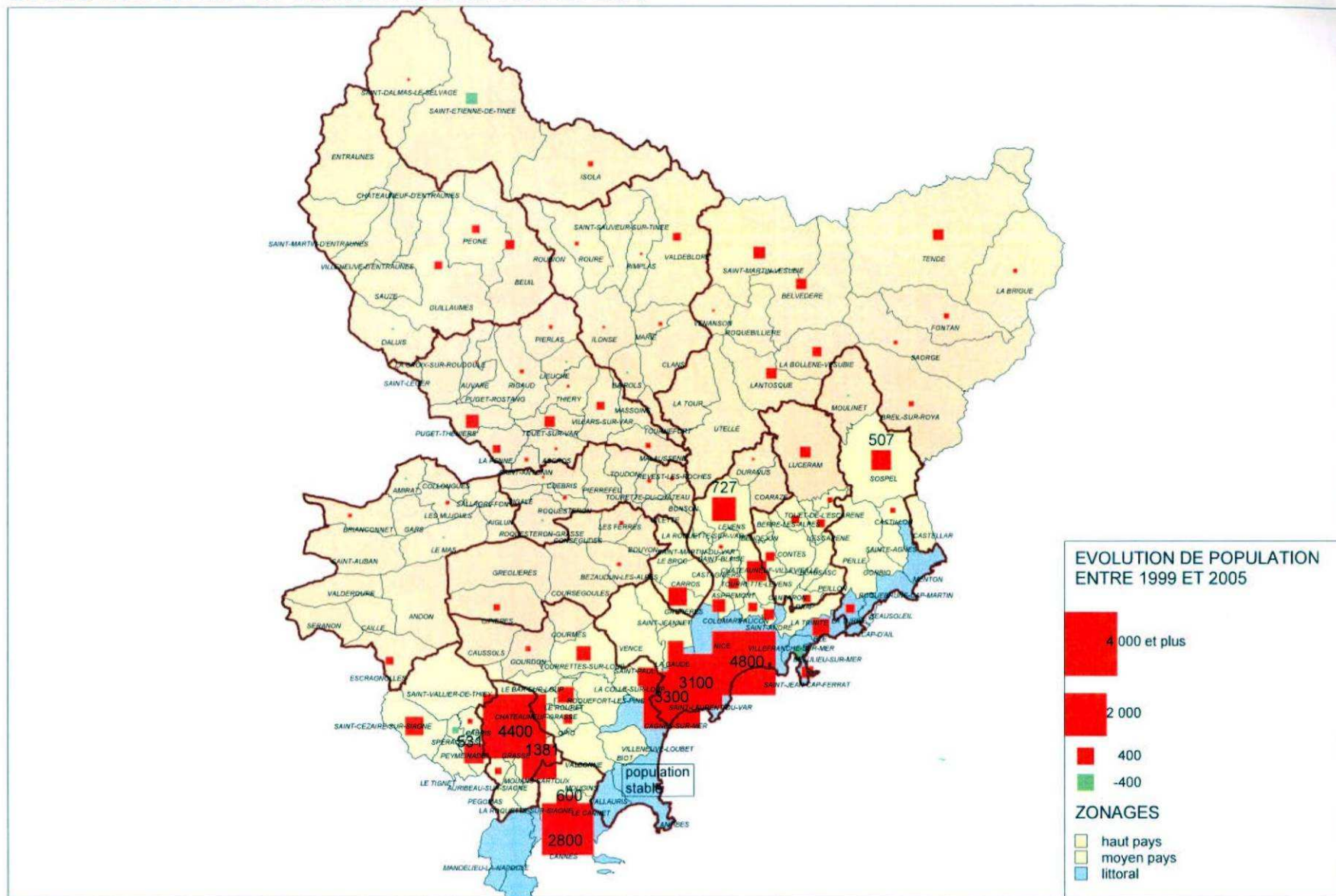
Cartographie : UNSA 2007

Carte des surfaces autorisées 1998 – 2005 : le plus gros consommateur d'espaces construits est l'habitat individuel diffus

Une illustration du phénomène de report du développement vers le Moyen et le Haut Pays

Fig. 23: Comparaison des surfaces de logements individuels purs

EVOLUTION DE LA POPULATION ENTRE 1999 ET 2005

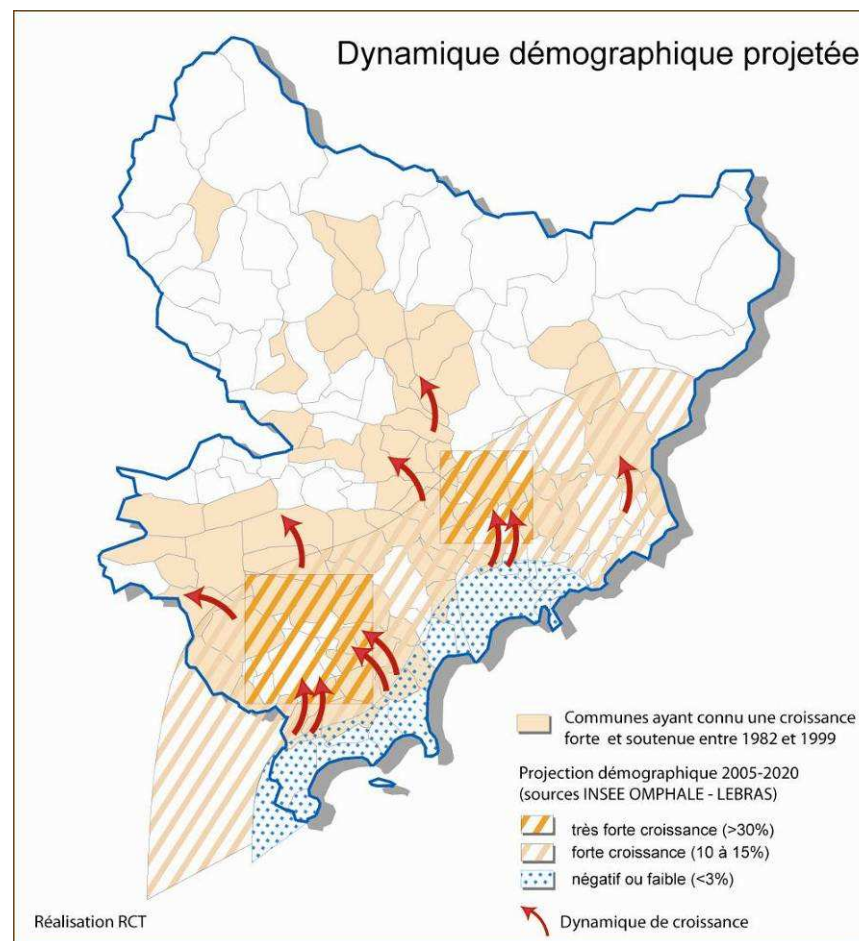
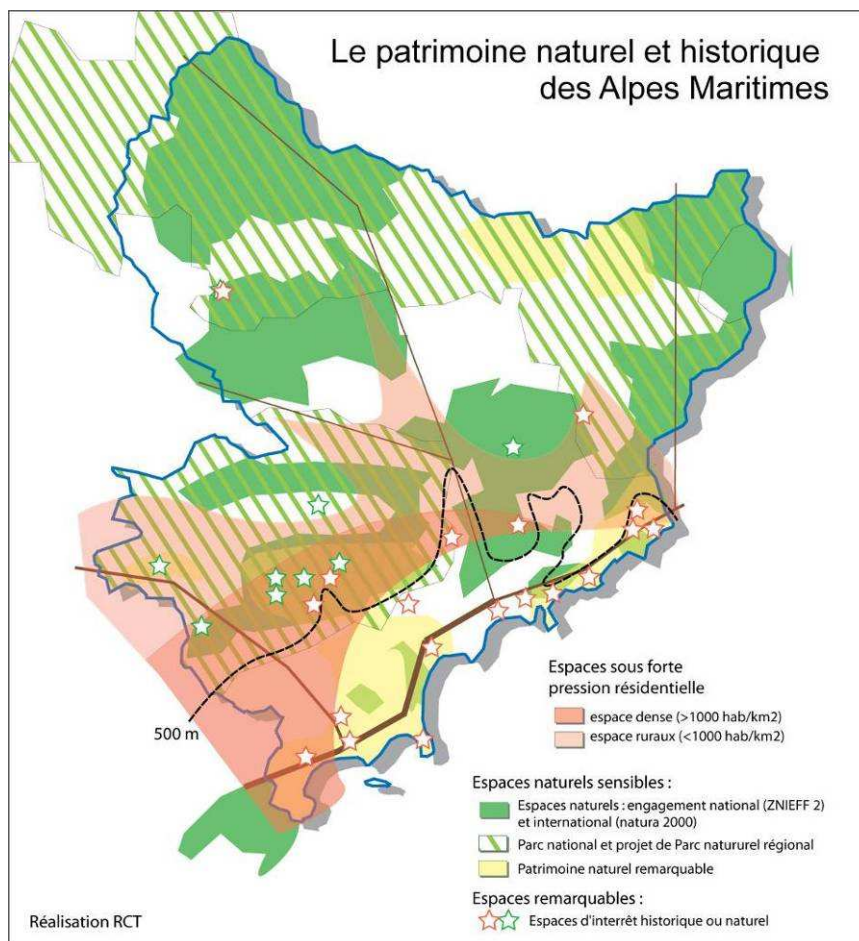


R ADAAM-Agence d'urbanisme des Alpes-Maritimes - Observatoire de l'Habitat - janv. 2007

source : INSEE-Recensements

Vision dynamique du territoire départemental

Les grandes tendances



Une croissance démographique qui se projette de plus en plus sur des espaces de grande qualité environnementale et paysagère.

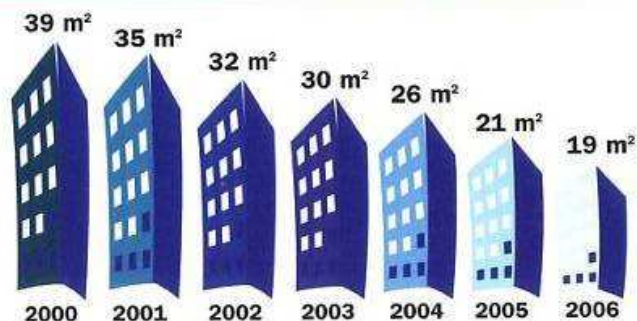
Horizon 2020 : les liens entre territoire et développement

Que devient le paysage en tant que moteur de l'attractivité territoriale ? Quelle image véhiculée ?

Vision dynamique du territoire départemental

Les grandes tendances

Quelle surface pour un budget de 100 000 euros ?
(Logements neufs)



Des prix élevés (5 600€ le m² en moyenne pour un logement neuf), rendant l'accession impossible pour la majorité des actifs

Une demande de logements en hausse, une saturation foncière croissante... : forte hausse des prix du logement (+101% sur 5 ans, contre +89% au niveau national), et production de logements neufs insuffisante.

Inadéquation Offre/Besoins en 2006

OFFRE	BESOINS
Logement aidé + 1 600 logements financés/an Logement privé moins de 400 logements/an à moins de 3 000 € m²/Hab. = 2 000 logements	<ul style="list-style-type: none"> • 1 100 logements sociaux (29 %) • 1 300 logements intermédiaires (34 %) • 1 400 logements «libres» (37 %) = 3 800 logements par an

Horizon 2020 : les liens entre territoire et développement

Source : Observatoire immobilier d'habitat, CCI Nice Côte d'Azur.

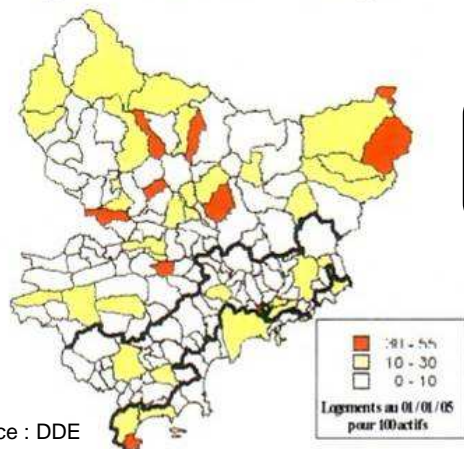
Quelle capacité pour les actifs à se loger ?

Quel impact pour les entreprises du département ? Et pour celles souhaitant s'y installer ?

Nombre de logements sociaux pour 100 actifs occupés

Vision dynamique du territoire départemental

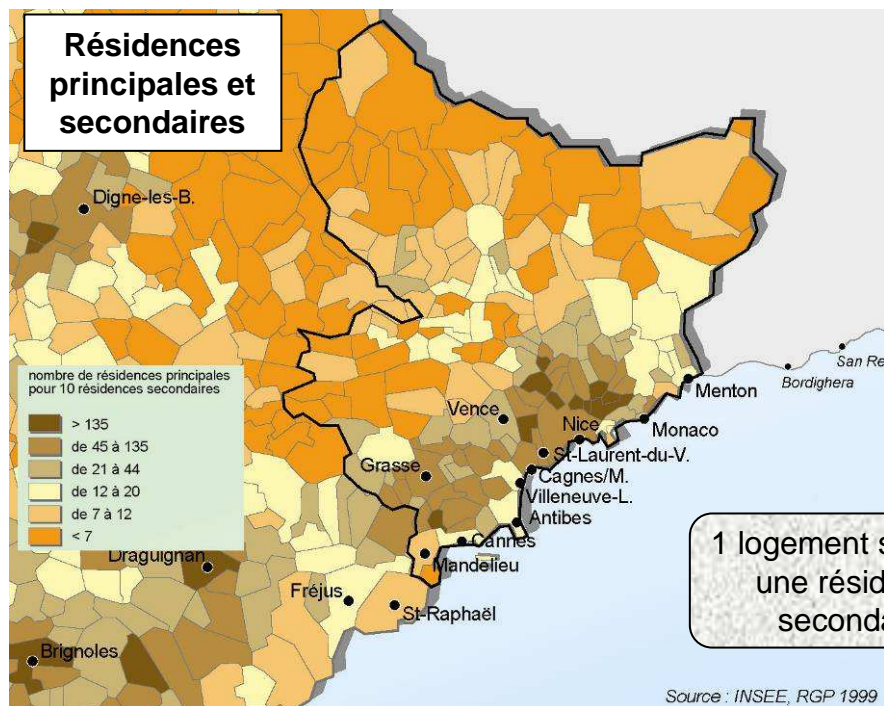
Les grandes tendances



8.3% de logements sociaux, contre 16% au niveau national

Source : DDE

Une forte proportion de résidences secondaires (notamment sur la bande littorale, où le marché du logement est très tendu), des prix du logement en croissance très supérieure à celle des revenus, un faible taux de logements sociaux : des **décalages croissants entre l'offre de logements et les besoins de la population résidente.**



1 logement sur 5 est une résidence secondaire

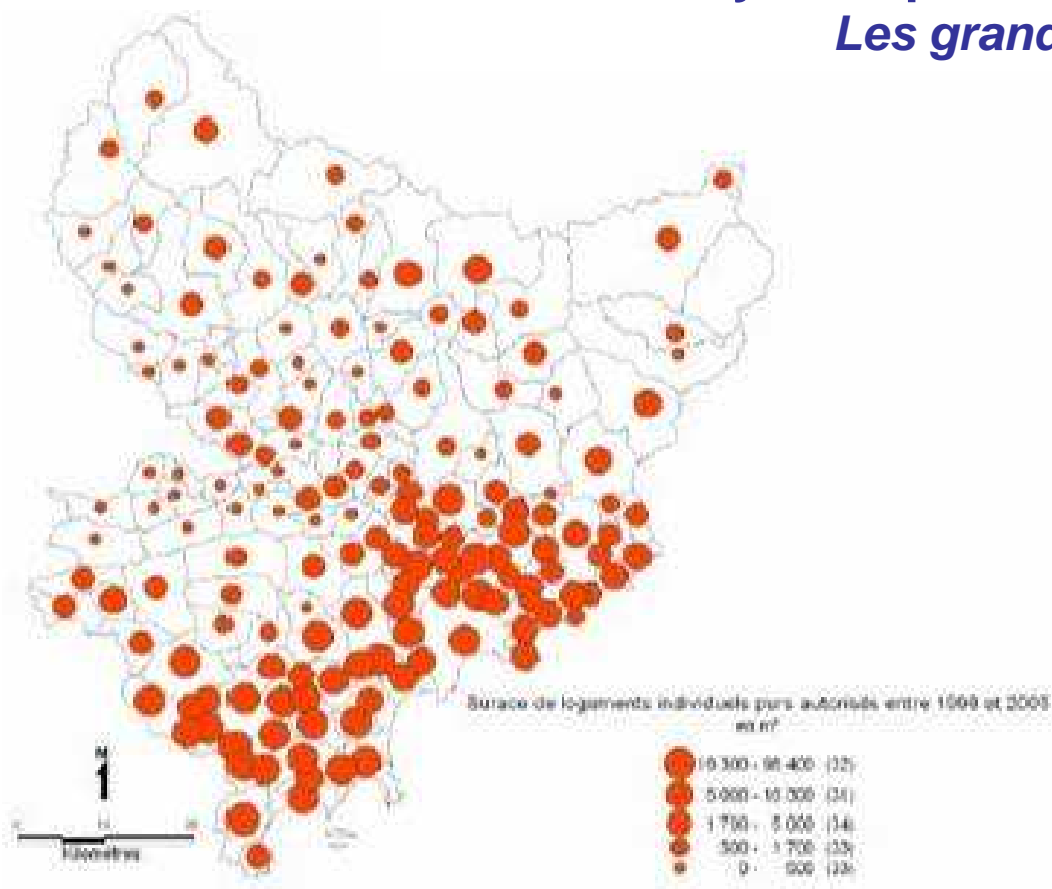
Horizon 2020 : les liens entre territoire et développement

Comment gérer les contradictions entre les différents usages ? Quel potentiel de mutabilité du parc de résidences secondaires ?

Quelles conséquences pour la population active ?

Vision dynamique du territoire départemental

Les grandes tendances



Le développement du logement individuel diffus continue sa pression sur le littoral et le Moyen Pays et se diffuse vers le Haut Pays.

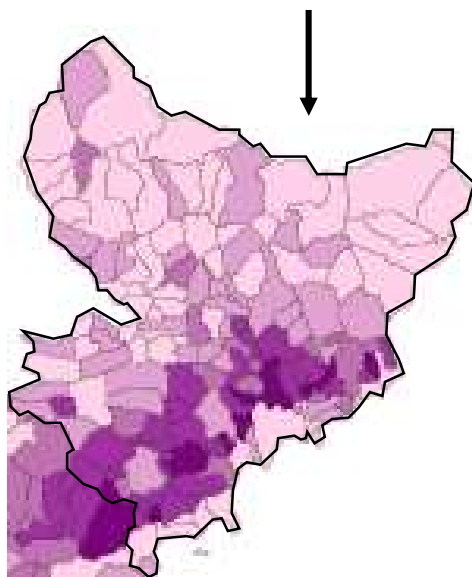
Cartographie : UNSA 2007

Fig. 23: Comparaison des surfaces de logements individuels purs

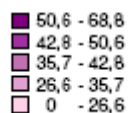
Vision dynamique du territoire départemental

Les grandes tendances

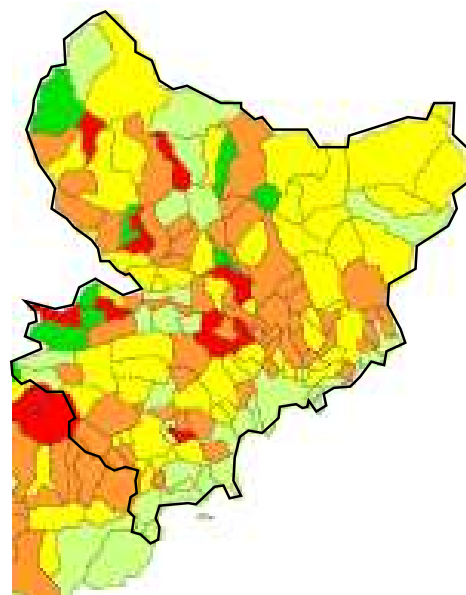
Le Moyen Pays, espace à dominante périurbaine, fort usage quotidien de l'automobile...



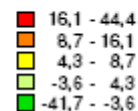
Part des ménages multimotorisés en 1999 [%]



...un phénomène de périurbanisation qui remonte vers le Haut Pays, et produit ses effets sur les pratiques de mobilité de la population



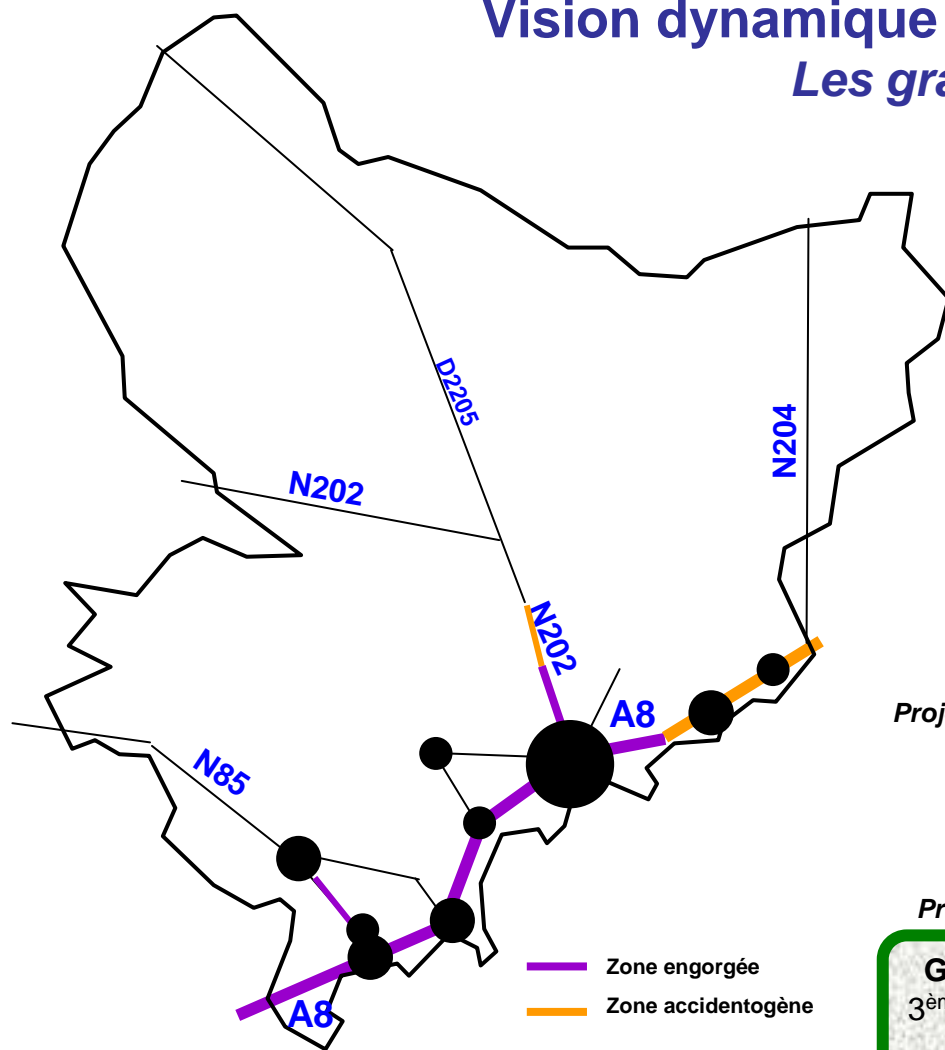
Evolution de la part des ménages multimotorisés de 1990 à 1999 [points de pourcentage]



Horizon 2020 : les liens entre territoire et développement

Quelle évolution des distances quotidiennes de déplacements ?
 Quel coût pour les ménages ?

Vision dynamique du territoire départemental Les grandes tendances



Forte saturation routière sur le littoral
 Vitesse moyenne sur une journée : 65% de la vitesse maximale autorisée.
 Conditions de circulation : seuil de gêne dépassé 347 fois en 2002 à St Laurent du Var, 292 à Nice Nord.
 Nombre de bouchons : +63% entre 1993 et 1998, +107% entre 1998 et 2002.
 Taux d'accidentologie supérieur de 25% à la moyenne nationale

Projections 2020
 St Laurent du Var : 100% des jours de l'année avec 1h de blocage complet de la circulation (70% en 2002).
 Des pertes de temps comprises entre +20 et +30% par rapport à la situation de 2002.

Projections 2020
Grands projets d'infrastructures (LGV, contournement Nice, 3^{ème} voie littorale, chemin de fer de Provence, projets de TCSP) : quels impacts à terme pour le département ?

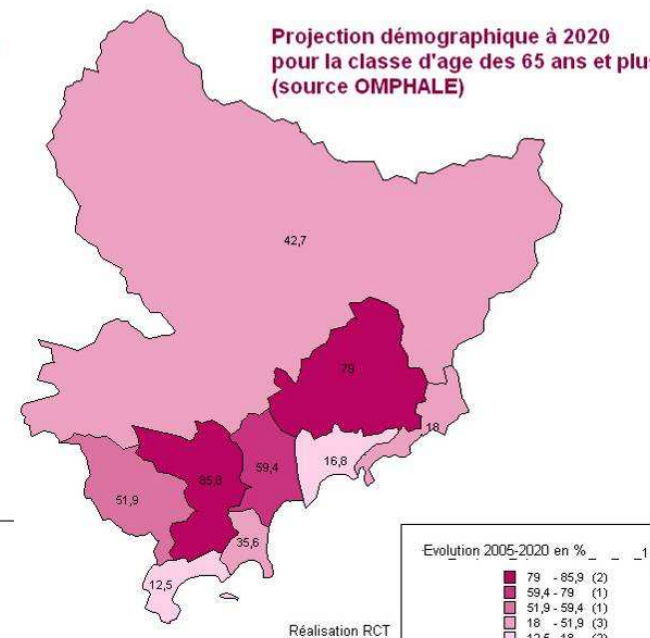
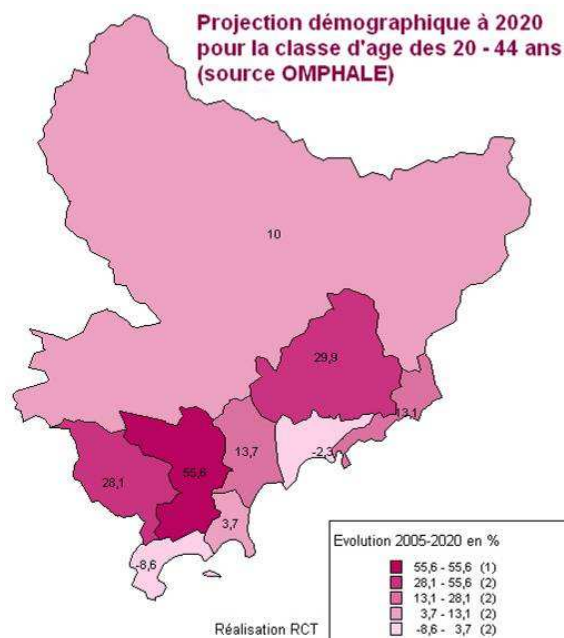
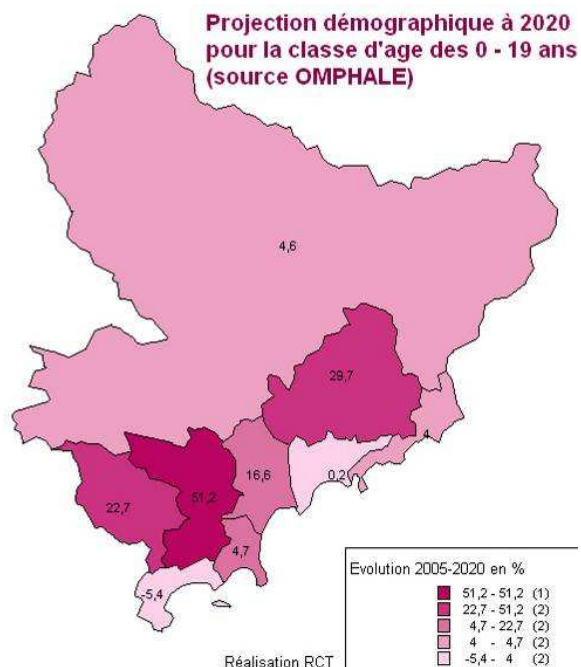
Source : études préalables à la LGV PACA

Horizon 2020 : les liens entre territoire et développement

Quelle attractivité économique du littoral dans un contexte de saturation routière ?



Les grandes tendances



Projections 2020

Les projections tendanciennes de l'INSEE prévoient une très forte hausse des moins de 20 ans et des jeunes actifs sur le Moyen Pays.

En revanche, leur nombre stagnerait sur le littoral, voire baisserait dans certains cas.

Ces projections sont à **prendre avec précaution**, dans la mesure où elles expriment une tendance s'appuyant sur les RGP 1990 et 1999.

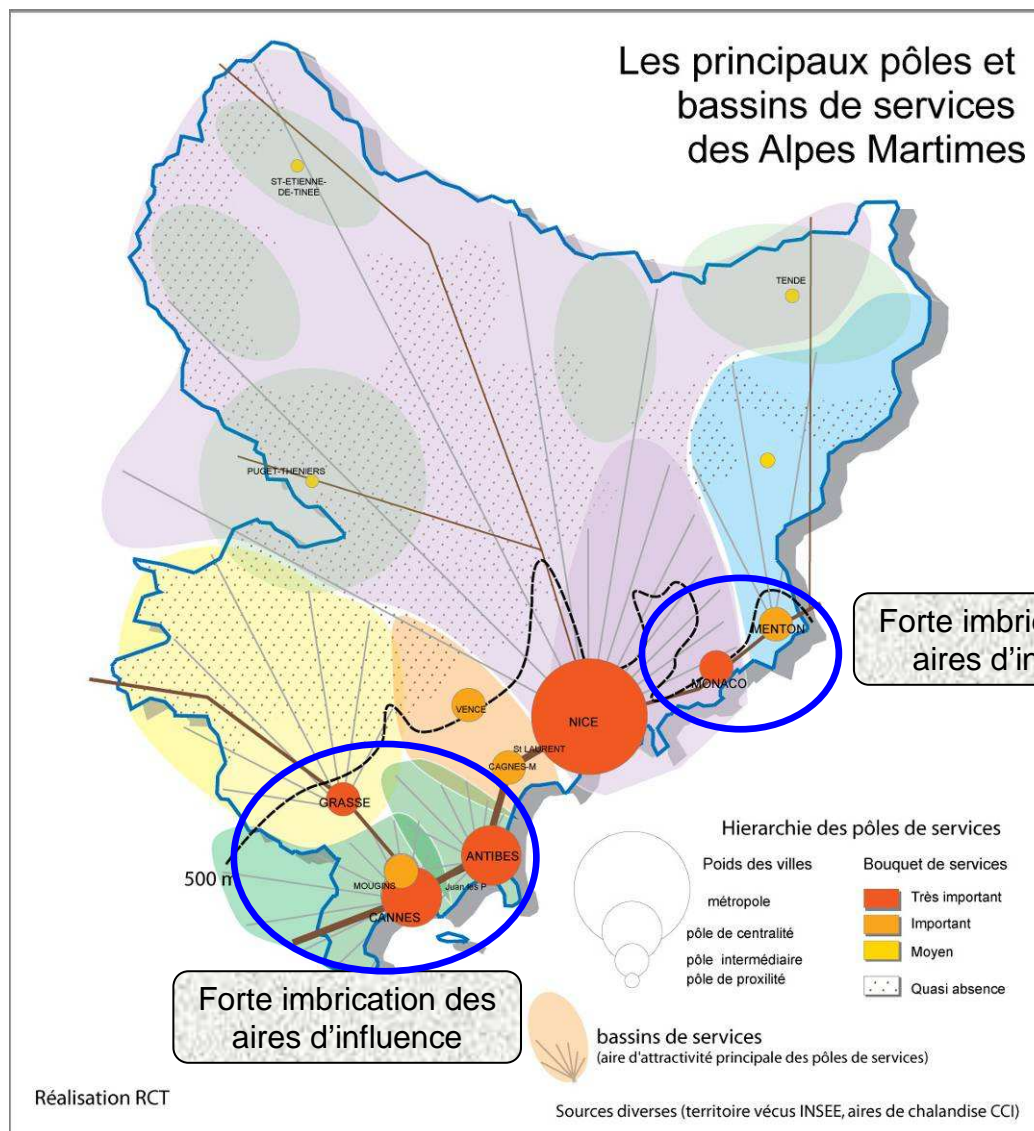
Horizon 2020 : les liens entre territoire et développement

Comment satisfaire aux besoins en services des populations du Moyen Pays ?

Quels impacts de très fortes hausses de population sur la qualité de vie dans les espaces périurbains (conditions de circulation, construction de logements, accès aux services...) ?

Vision dynamique du territoire départemental

Les logiques de fonctionnement



Les pôles de services littoraux polarisent l'essentiel des déplacements commerciaux.

La dépendance du Haut Pays envers le littoral est atténuée par la présence de quelques pôles de proximité.

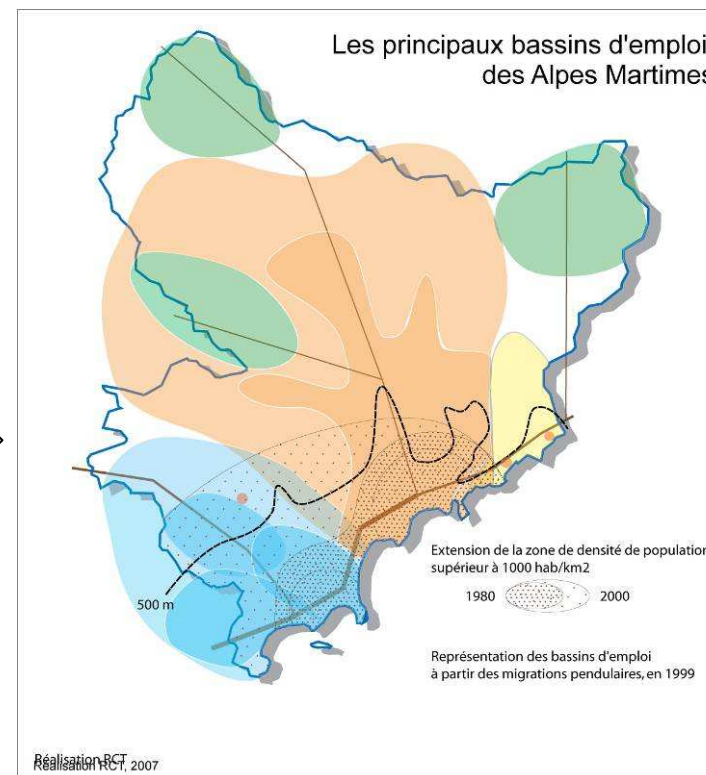
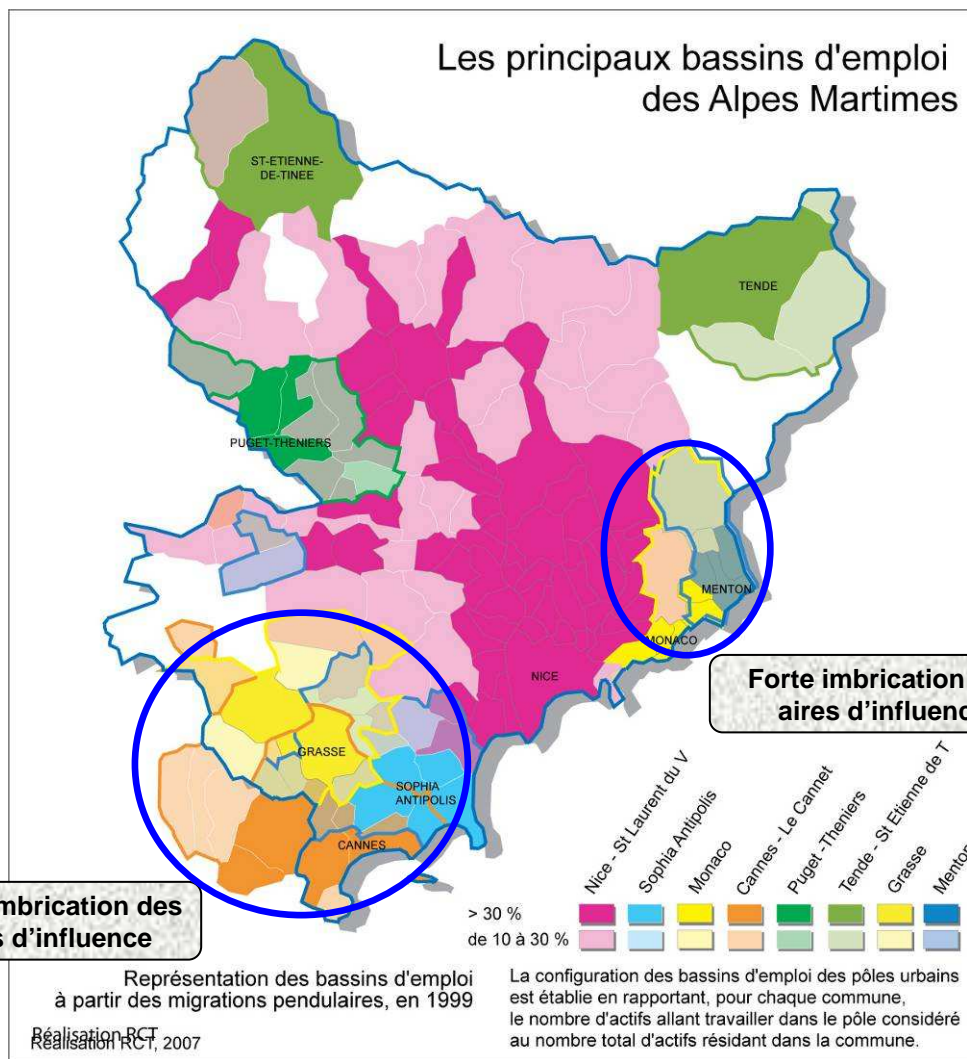
Forte imbrication des aires d'influence

Forte imbrication des aires d'influence

Source : inventaire communal INSEE 1998, SDEC 2004.

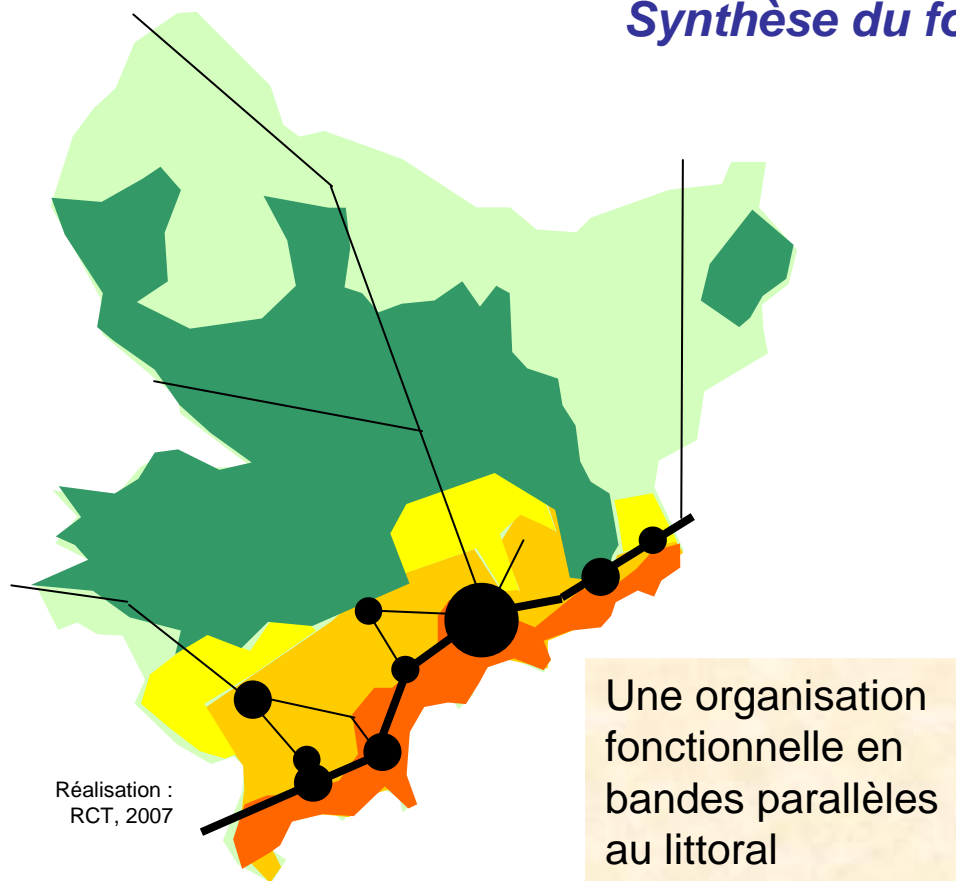
Vision dynamique du territoire départemental

Les logiques de fonctionnement

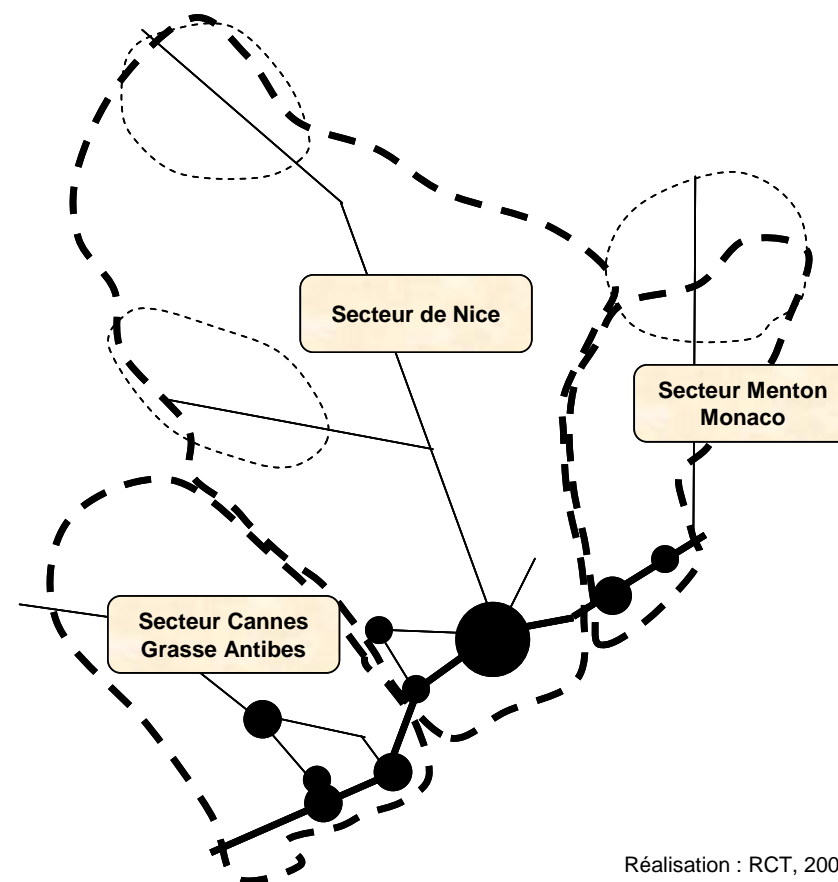


Un territoire départemental organisé en trois grands bassins nord – sud, relayés par trois bassins de proximité.

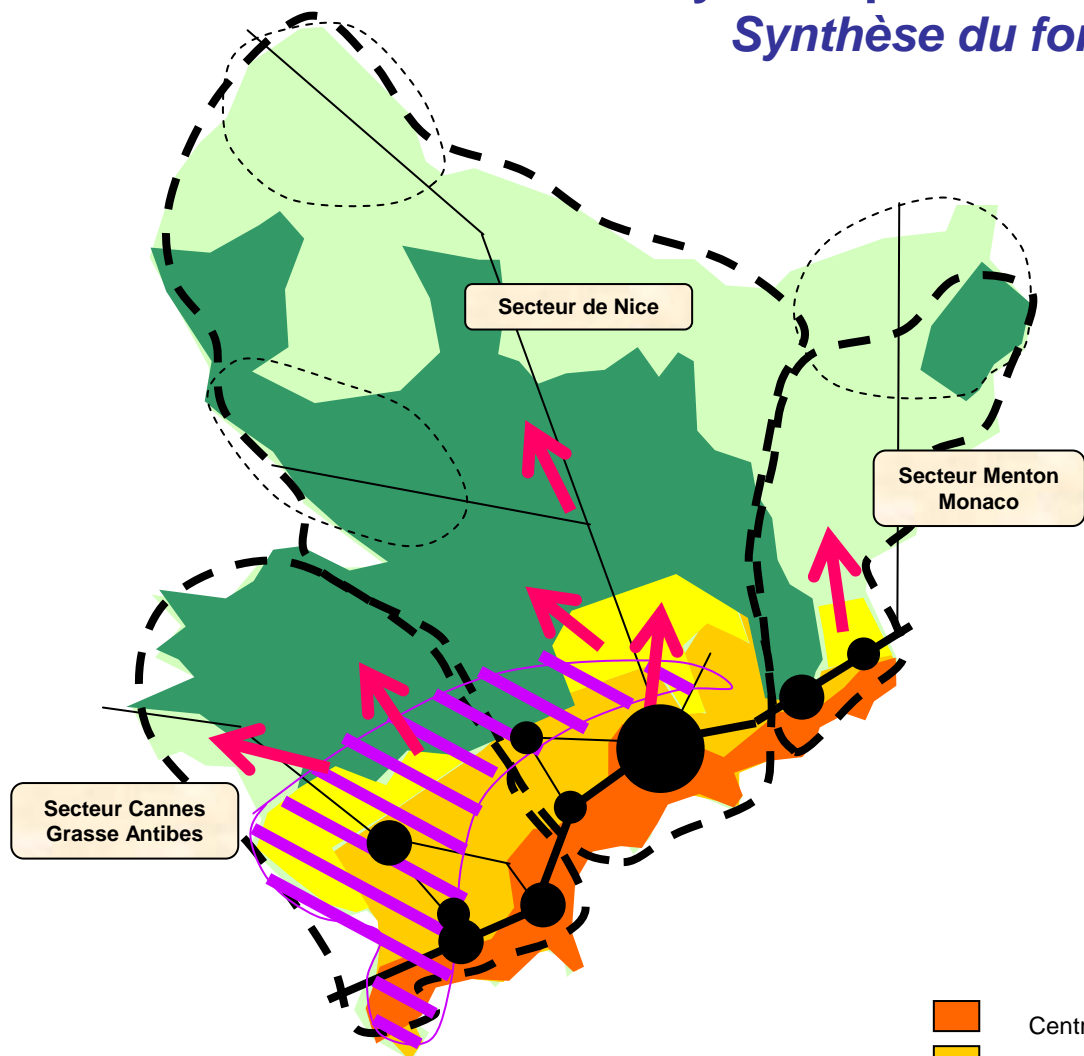
Vision dynamique du territoire départemental Synthèse du fonctionnement



- Centres villes et espaces urbains touristiques
- Espaces urbains périphériques
- Espaces ruraux sous forte pression périurbaine
- Espaces ruraux touristiques
- Espaces ruraux enclavés et de faible densité



Vision dynamique du territoire départemental Synthèse du fonctionnement










Un fonctionnement métropolitain qui intègre l'Est du Var.

Un modèle de développement linéaire saturé, qui se reporte progressivement vers le Haut Pays.

Un potentiel de développement plus élevé au sud ouest du territoire et au nord de Nice.

Réalisation : RCT, 2007

-  Secteurs de forte croissance résidentielle
-  Tendances récentes (croissance démographique et immobilière)

-  Centres villes et espaces urbains touristiques
-  Espaces urbains périphériques
-  Espaces ruraux sous forte pression périurbaine
-  Espaces ruraux touristiques
-  Espaces ruraux enclavés et de faible densité

Analyse des tendances des principaux secteurs économiques

Points de repères sur le fonctionnement économique du département

Le département des Alpes Maritimes a principalement construit son succès économique sur les **activités tertiaires**

Historiquement, le département s'est développé sur la base d'un **modèle tourné vers l'extérieur**

Ce modèle azuréen semble être aujourd'hui à un **tournant** et fait face à des challenges importants

Bien qu'à un tournant de son évolution, l'économie azuréenne dispose d'un incontestable **potentiel de développement**

Points de repères sur le fonctionnement économique du département

Une économie du département **très tertiaire**.

Parmi les services un facteur exogène déterminant : le **tourisme**, 1er secteur d'activité en terme d'emplois

Une **économie de l'excellence** :

- Qui ne peut s'analyser de façon satisfaisante à partir des nomenclatures INSEE... néanmoins cette approche est la seule qui nous permette de spatialiser l'activité économique
- Qui se traduit notamment au travers des pôles de compétitivité

Toutefois des données qui attestent sur la période 89-2005 (*voir tableau qui suit*)

- de la décroissance de l'emploi dans des secteurs d'industrie traditionnelle
- d'une hausse très significative notamment dans les services opérationnels, les activités associatives et la R&D

Points de repères sur l'économie du département

EMPLOI SALARIE DE 1989 À 2005 - DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

Effectifs au 31 décembre

PACA

SECTEUR	1989	2005 (p)	évolution	1989	2005	évolution
	Total	Total				
R1 - Administration publique	30 921	45 778	48%	169 257	237 981	41%
Q2 - Santé, action sociale	30 100	42 028	40%	134 309	189 412	41%
J3 - Commerce de détail, réparations	27 003	32 334	20%	101 979	136 981	34%
P1 - Hôtels et restaurants	17 986	24 677	37%	49 435	77 753	57%
Q1 - Education	20 644	23 976	16%	101 446	120 114	18%
H0 - Construction	25 587	21 600	-16%	106 314	97 875	-8%
N2 - Conseils et assistance	12 982	20 912	61%	46 318	79 421	71%
N3 - Services opérationnels	9 404	19 849	111%	42 821	84 036	96%
K0 - Transports	12 525	15 251	22%	66 114	83 020	26%
J2 - Commerce de gros, intermédiaires	13 690	14 364	5%	64 549	68 953	7%
P3 - Services personnels et domestiques	7 814	14 108	81%	21 717	50 188	131%
M0 - Activités immobilières	10 339	9 809	-5%	26 232	27 008	3%
L0 - Activités financières	9 526	9 400	-1%	41 188	43 056	5%
R2 - Activités associatives et extra-territoriales	2 726	7 864	188%	14 728	33 487	127%
N1 - Postes et télécommunications	7 530	7 470	-1%	36 053	37 617	4%
J1 - Commerce et réparation automobile	6 797	7 256	7%	30 871	34 778	13%
P2 - Activités récréatives, culturelles et sportives	5 556	6 526	17%	16 975	25 289	49%
E3 - Industries des équipements électriques et électroniques	5 648	5 327	-6%	12 597	12 093	-4%
B0 - Industries agricoles et alimentaires	4 478	4 072	-9%	29 436	27 727	-6%
N4 - Recherche et développement	1 358	3 759	177%	8 938	13 160	47%
F4 - Chimie, caoutchouc, plastiques	4 222	3 141	-26%	20 201	15 208	-25%
C3 - Pharmacie, parfumerie et entretien	2 122	3 089	46%	5 150	6 496	26%
G2 - Eau, gaz, électricité	3 215	3 068	-5%	14 455	14 956	3%
E2 - Industries des équipements mécaniques	3 155	2 683	-15%	16 023	16 163	1%
A0 - Agriculture, sylviculture, pêche	2 097	2 583	23%	23 311	23 464	1%
F6 - Industrie des composants électriques et électroniques	2 609	2 447	-6%	5 777	10 514	82%
C2 - Edition, imprimerie, reproduction	2 029	2 295	13%	10 038	8 419	-16%
C4 - Industries des équipements du foyer	2 597	1 582	-39%	8 435	5 569	-34%
F5 - Métallurgie et transformation des métaux	1 658	1 059	-36%	16 234	13 625	-16%
F1 - Industries des produits minéraux	1 722	1 042	-39%	11 540	8 350	-28%
E1 - Construction navale, aéronautique et ferroviaire	2 157	851	-61%	22 325	13 401	-40%
C1 - Habillement, cuir	1 847	697	-62%	5 319	2 277	-57%
F3 - Industries du bois et du papier	903	499	-45%	7 201	4 879	-32%
F2 - Industrie textile	428	353	-18%	1 807	1 298	-28%
D0 - Industrie automobile	563	177	-69%	1 589	1 015	-36%
G1 - Production de combustibles et de carburants	32	0	-100%	4 291	2 466	-43%
Total	293 970	361 926	23%	1 294 973	1 628 049	26%

Points de repères sur l'économie du département Les 3 bassins

Secteur de Nice

	1998	2005	évolution
agriculture	1 362	1 245	-9%
industrie	15 802	15 093	-4%
construction	10 462	12 928	24%
commerce	27 783	29 117	5%
services	123 537	148 124	20%
total salariés	178 946	206 507	15%
non salariés	22 901	26 127	14%
Emploi total	201 847	232 634	15%

Source : INSEE

Secteur de Cannes Grasse Antibes

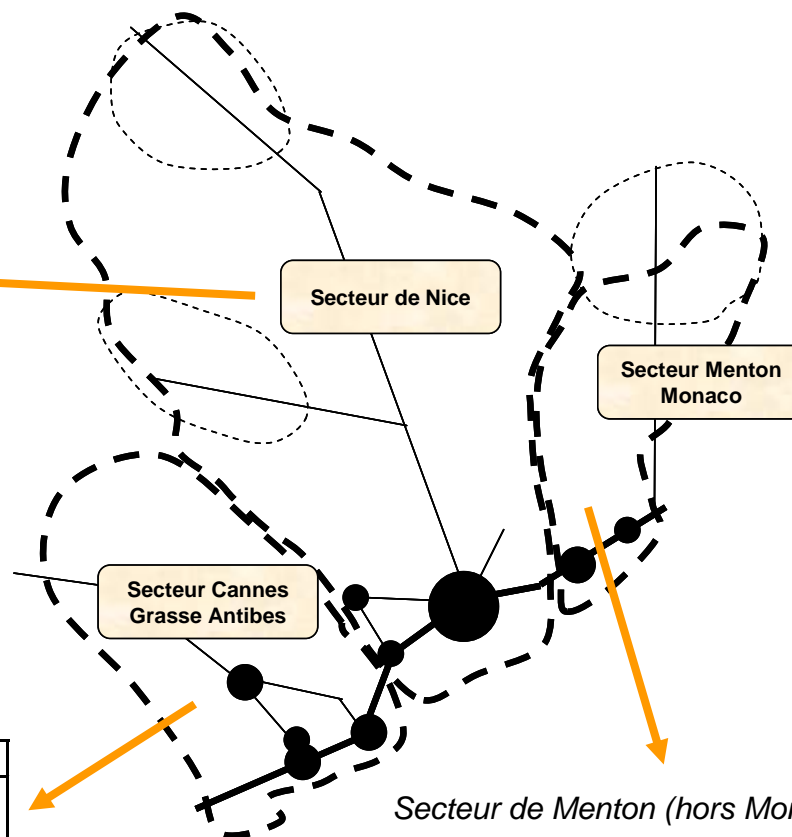
	1998	2005	évolution
agriculture	1 449	1 262	-13%
industrie	15 048	16 446	9%
construction	5 692	7 689	35%
commerce	19 864	22 994	16%
services	74 726	90 842	22%
total salariés	116 779	139 233	19%
non salariés	16 058	18 318	14%
Emploi total	132 837	157 551	19%

Source : INSEE

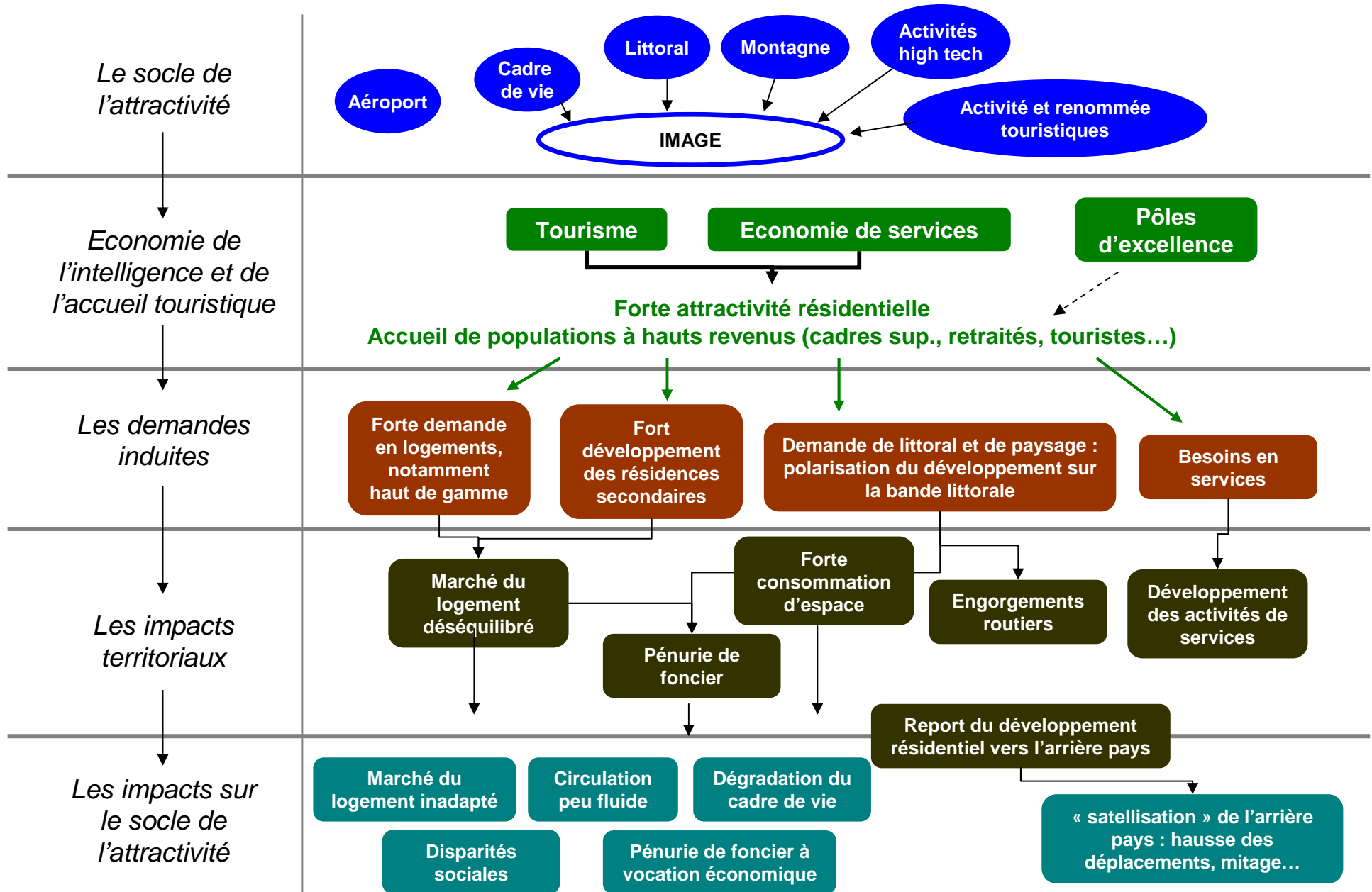
Secteur de Menton (hors Monaco)

	1998	2005	évolution	2004
agriculture	89	76	-15%	
industrie	731	843	15%	3 700
construction	777	983	27%	12 850
commerce	1 735	1 843	6%	4 760
services	9 983	12 441	25%	18 900
total salariés	13 315	16 186	22%	
non salariés	2 565	2 925	14%	
Emploi total	15 880	19 111	20%	40 210

Sources : INSEE ; Département des Finances et de l'Économie de la Principauté de Monaco, 2004



L'économie de l'intelligence et de l'accueil touristique, au cœur d'un système territorial complexe



Analyse des tendances des principaux secteurs économiques

Une analyse centrée sur trois champs :

**Pôles
d'excellence**

Tourisme

**Economie
de services**



Les dynamiques actuelles

Les tendances et les ruptures possibles

Les enjeux territoriaux

Panorama de l'activité économique

L'économie de services

Un département dont la richesse est essentiellement issue des revenus de la population présente (résidents et touristes).

Quelques variations selon les zones d'emploi :

- ❑ Orientation résidentielle pour la zone de Nice, notamment pour sa partie agglomérée. L'économie productive est davantage située sur le Moyen Pays, en dehors de la communauté d'agglomération
- ❑ Orientation résidentielle pour la zone Cannes Grasse Antibes, dont le tissu économique comporte également un certain nombre d'activités high tech
- ❑ Forte spécialisation résidentielle touristique pour la zone de Menton. 85% de ses revenus proviennent de sa base résidentielle, ce qui la place au premier rang national.

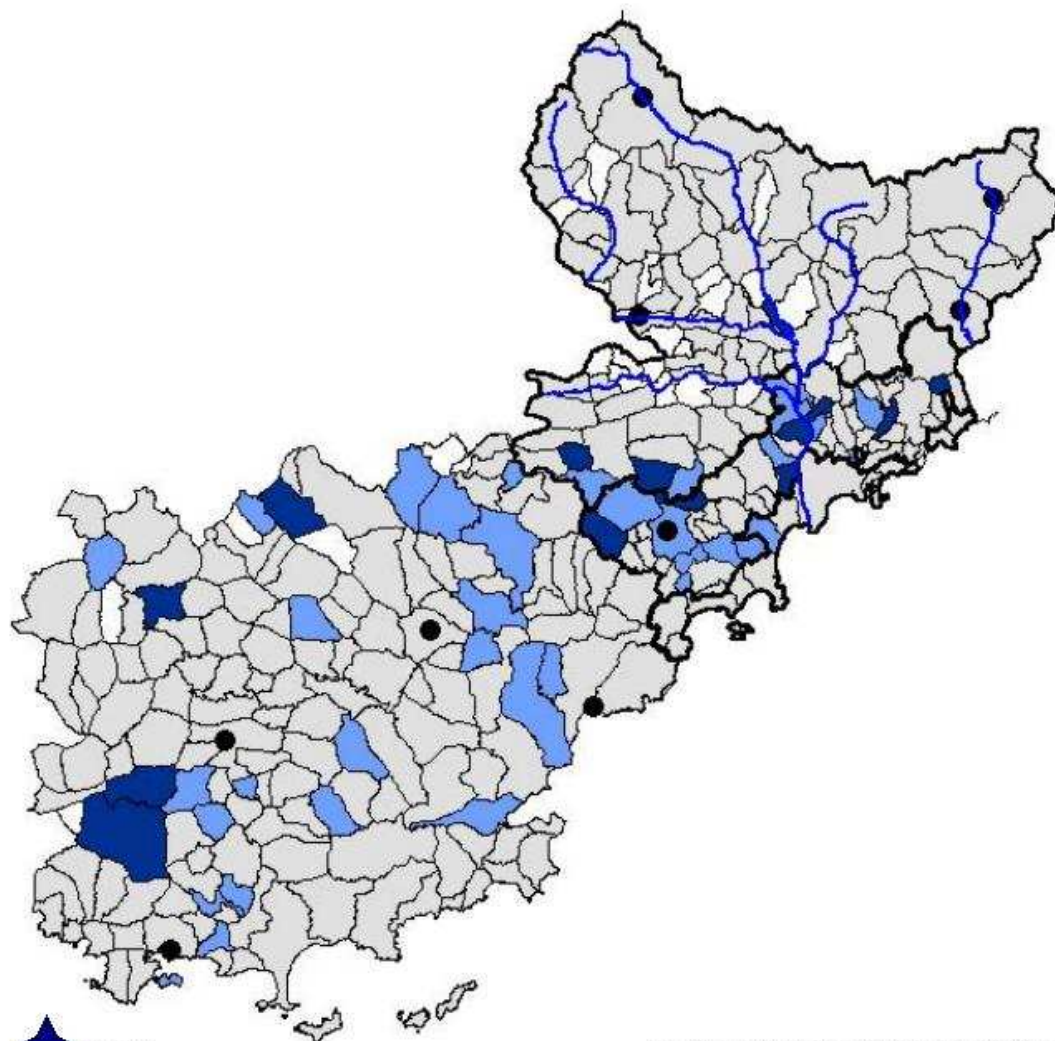
Structure des bases économiques des zones d'emploi des Alpes Maritimes

Secteurs	base productive	base publique	base résidentielle	<i>résidentiel retraite</i>	<i>résidentiel touristes</i>	base sociale	Profil
Zone d'emploi Menton	6	37	155	92	266	71	Très résidentiel dortoir
Zone d'emploi Nice	75	104	111	98	169	84	Résidentiel
Aire urbaine de Nice	48	69	134			83	Résidentiel
Zone d'emploi Cannes Antibes	68	74	123	87	230	74	Résidentiel

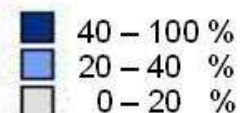
Source : Un essai de typologie des formes de développement territorial en France, L. Davezies, 2003.



Proportion d'emplois «productifs»



Part des «emplois productifs» sur le total emploi (résidentiels + productifs):



Communes non recensées

Limites des zonages de la DTA des Alpes-Maritimes :
Zone littorale, moyen-pays et haut-pays

Source : Assedic, données 2006

Commentaires :
2 pôles dans le 06 :

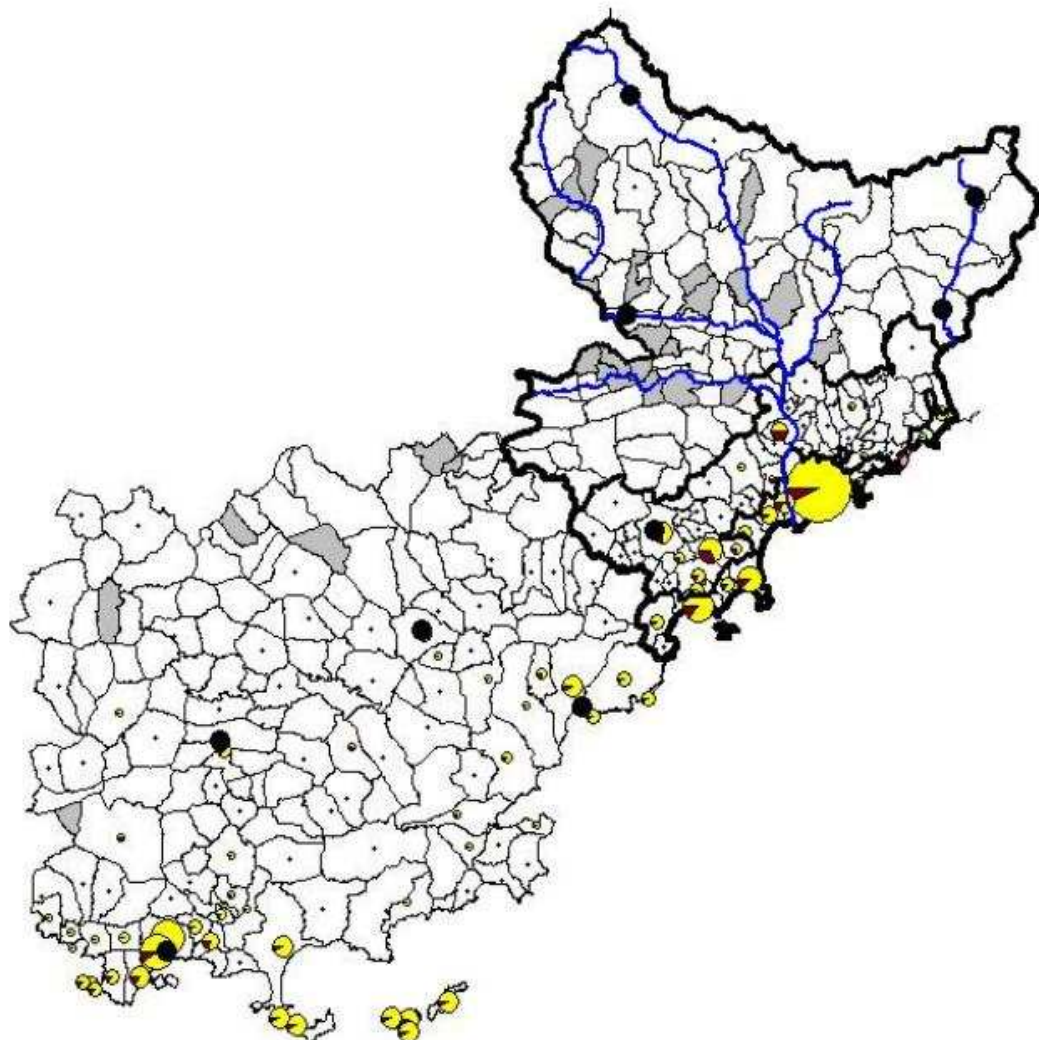
** L'ouest du 06 (bassin grassois + sophia antipolis)*

** Le nord de Nice*

Nota: Les emplois représentés ne comprennent pas une partie des emplois, notamment les emplois publics (un tiers des emplois)



Répartition des emplois entre résidentiels et productifs



Répartition par activités « résidentielles ou productives » du nombre d'emplois :



Source : Assedic, données 2006

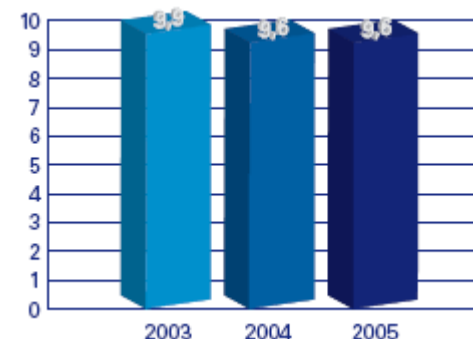
Commentaires:
 Les principaux bassins d'emploi que sont le littoral maralpin et l'espace toulonnais sont essentiellement constitués d'emplois « résidentiels ».

Nota: Les emplois représentés ne comprennent pas une partie des emplois, notamment les emplois publics (un tiers des emplois)

Panorama de l'activité économique

L'économie de l'accueil touristique

La Côte d'Azur (Alpes-Maritimes et Principauté de Monaco) accueille près de **10 millions de séjours** chaque année, représentant un volume global de nuitées dépassant les 60 millions.



Le tourisme génère une **consommation touristique globale d'environ 5 milliards d'euros** par an, la majeure partie étant due à la clientèle en séjour.

Près de **68 000 emplois seraient induits** par cette activité sur le territoire départemental.

La **clientèle touristique de la Côte d'Azur est étrangère à 52%** en 2005 et 2006. Elle se caractérise par une extrême diversité d'origines (plus de 150 pays représentés dont deux « millionnaires » : l'Italie et la Grande Bretagne). Ce taux est sensiblement plus élevé pour les hébergements de catégories supérieures, atteignant même les 80% dans l'hôtellerie de luxe.

En 2006, on estime qu'un séjour sur cinq a une motivation de type « **affaires** » ou « **congrès** », soit 1,5 million de séjours. Le département comporte la plus forte concentration de structures de congrès.

Source : www.touriscope.com

Panorama de l'activité économique

L'économie de l'excellence

Le département des Alpes –Maritimes compte la présence sur son territoire de plusieurs pôles de compétitivité, dont :

- ❑ **Le pôle de compétitivité mondial Solutions Communicantes Sécurisées.** Il regroupe les acteurs de la microélectronique, des logiciels, des télécommunications du Multimédia, des services et usages des TIC.
- ❑ **Le pôle de compétitivité à vocation mondiale Mer, Sécurité, Sûreté.** Il rassemble des acteurs industriels, de la recherche et de l'enseignement dans les des domaines de la sécurité et sûreté et du développement durable
- ❑ **Le pôle de compétitivité à vocation nationale Parfums, Arômes, Senteurs et Saveurs.** Il couvre l'ensemble de la chaîne de valeur ; des activités agricoles dans la production de plantes à parfum et aromatiques aux activités industrielles dans les arômes, la parfumerie, la cosmétique, les colorants, les biocides, etc.
- ❑ **Le pôle de compétitivité national ORPHEME.** Il est spécialisé dans les biotechnologies, en particulier les pathologies émergentes et les maladies orphelines.

Panorama de l'activité économique

Economie de l'excellence : Pôle Solutions Communicantes Sécurisées

- ❑ Technologies de l'information, électronique, informatique, télécoms et réseaux
- ❑ 330 entreprises dont 25 grands groupes (STM, HP, IBM, FT, Gemplus, Atos...)
- ❑ 6 universités et 3 grands organismes de recherche

Pour le département des Alpes Maritimes :

- ❑ Une concentration spatiale sur Nice - Sophia Antipolis,
- ❑ 50% des 25 000 emplois de Sophia (dont 4000 chercheurs) sont rattachés aux Technologies de l'information

Projets portés :

- ❑ Plus de 80 projets pour les solutions mobile, sécurité, logistique, traçabilité, localisation, identité
- ❑ 200 M€ d'investissement en 2005 et 40% de la production nationale
- ❑ Objectif : devenir le leader européen de ces solutions et créer 21 000 emplois en 10 ans

Panorama de l'activité économique

Economie de l'excellence : Pôle Mer, Sécurité et Sûreté

Pôle inter-régional (Bretagne)

Plus d'une centaine d'entreprises dont des grands groupes (DCN, Thales...)

6 universités, centres de recherche : Ifremer, CNRS...

Programme de 17 projets de coopération

Ambition de réaliser 200 M€ d'investissement en 5 ans, de pérenniser 5000 emplois, et d'en créer 3000

Panorama de l'activité économique

Economie de l'excellence : Pôle Parfums, Arômes et Senteurs

- ❑ Plus de 2 000 producteurs rattachés au pôle de compétitivité,
- ❑ 400 entreprises dont Mane Fils SA, Robertet, l'Occitane...
- ❑ 25 laboratoires, universités Aix-Marseille, écoles d'ingénieur...

Pour le département :

- ❑ Un savoir-faire local historique, présence du n°1 et n°2 français
- ❑ 3 600 emplois et 58 entreprises qui représentent 50% du CA national et 8% du CA Mondial
- ❑ 4 établissements de plus de 250 salariés répertoriés dans la chimie, la parfumerie, la pharmacie
- ❑ une concentration spatiale de la production à Grasse

Le Pôle : 9 000 emplois directs au total le département étant la première zone de production nationale (A noter qu'Ernst &Young en 2004 recensait 28 entreprises et 2 500 emplois en PACA pour le cluster Aromatique sur des marchés à 40% sur aromatique, et 53% sur la cosmétique)

Objectif : devenir le premier pôle européen

Panorama de l'activité économique

Economie de l'excellence : Pôle ORPHEME (santé)

Des compétences locales reconnues, la tenue de nombreux congrès médicaux, des équipements phares (en cardiologie, dermatologie)

Concentration d'unités de recherche, et présence d'un des 5 canceropôles de France

Un tissu industriel vivant dans le secteur de la santé

Expériences de coopération recherche publique / entreprises privées

Une économie locale de la santé en pleine mutation :

- Restructuration lourde du système hospitalier universitaire niçois (500 M d'investissements d'ici 2015)
- Implantation de centres privés de R&D dans les domaines Biologie, Sciences du vivant et santé (ALLERGAN, GALDERMA)

Panorama de l'activité économique

Economie de l'excellence : Pôle ORPHEME (santé)

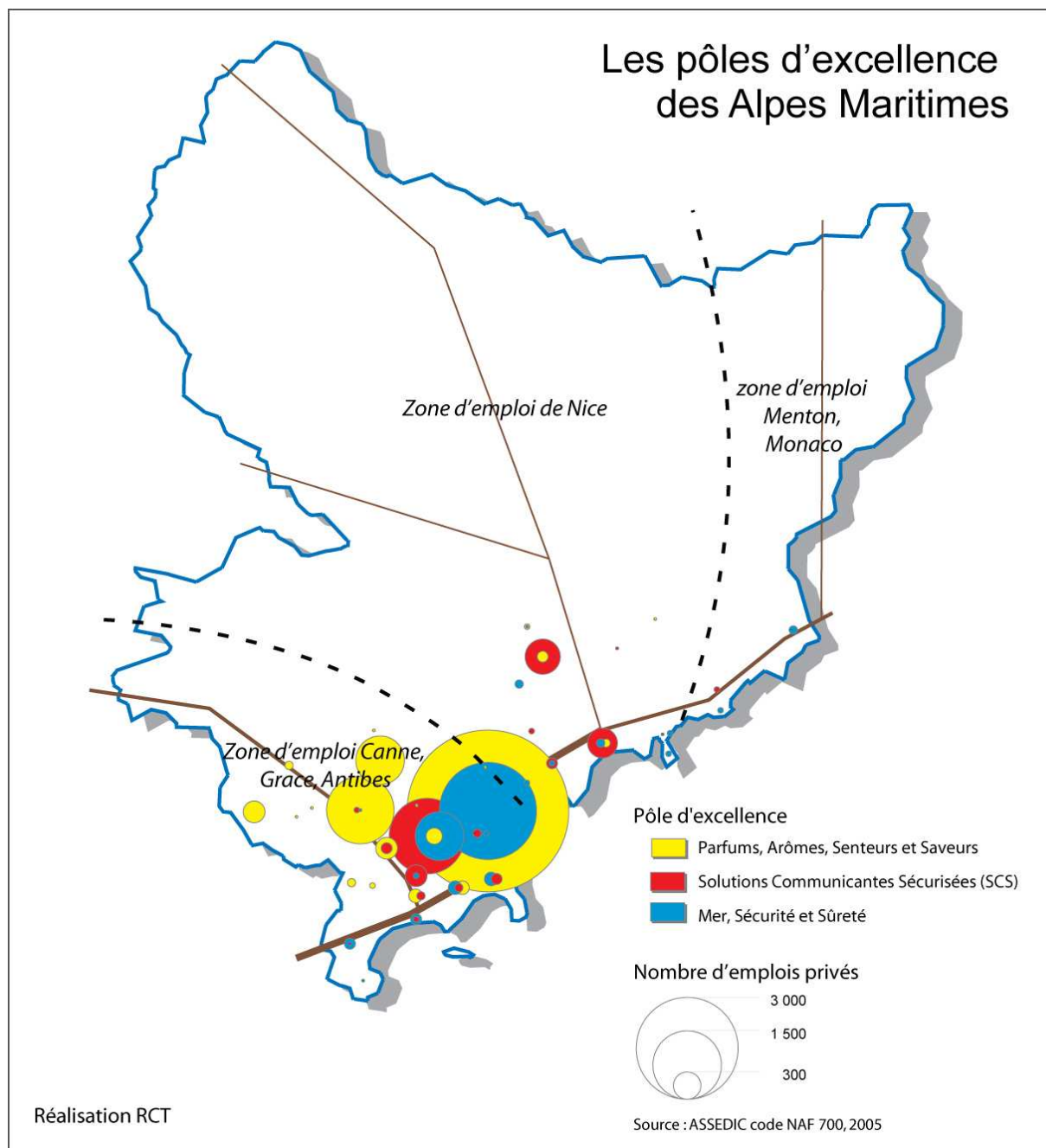
Le pôle :

- Rapprochement des entités Bioméditerranée (PACA) et Holobiosud (Languedoc-R.)
- Industriels : Virbac, Sanofi Aventis, Bayer CroScience...
- 6 000 chercheurs au total

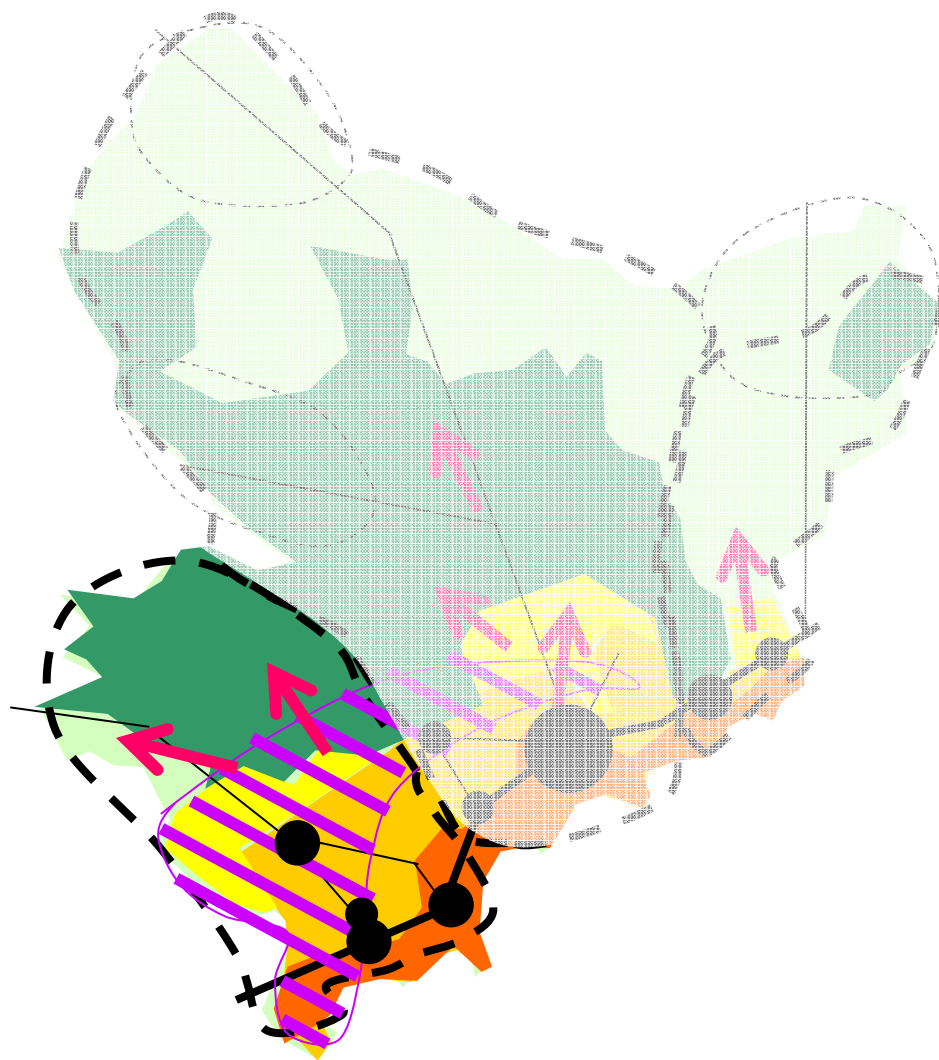
Ses projets :

- Objectif de création de 200 emplois directs et 2 500 / 3 500 emplois indirects à 3 ans
 - Extension des sites de production existants
 - Développement complet de la filière santé

Tentative de localisation des emplois des pôles d'excellence du département... un exercice qui démontre les limites des sources statistiques disponibles.



Zoom sur le bassin Cannes Grasse Antibes



Le bassin d'emploi Cannes-Grasse-Antibes connaît un certain dynamisme depuis la fin des années 1990.

Sa structure présente une double caractéristique :

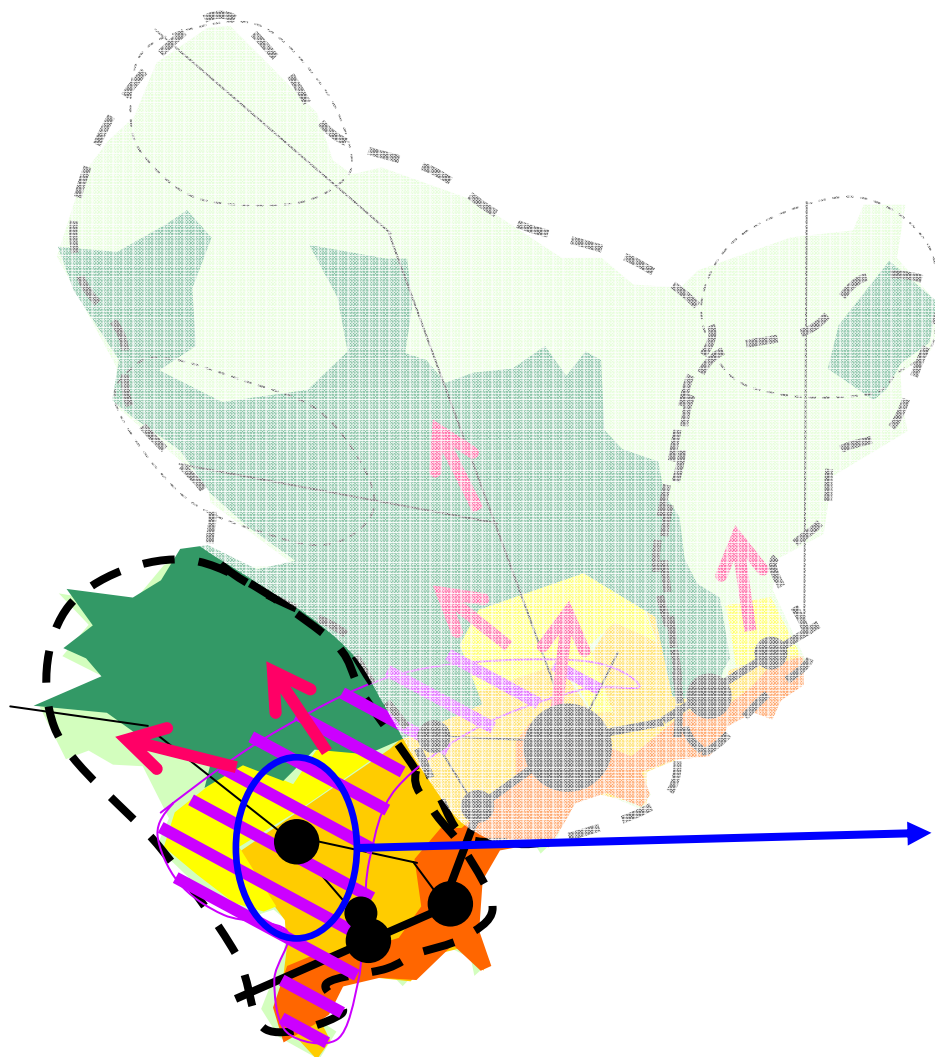
- ❑ Le **poids de l'économie résidentielle et touristique** y est fort (35% de la fréquentation touristique du département, soit 1.5 à 2 milliards d'euros de retombées économiques annuelles), et paraît très dynamique notamment ces dernières années.
- ❑ La présence déterminante (et fortement inscrite dans l'espace) de **Sophia Antipolis**, dont le développement et les perspectives futures (en particulier celles du pôles SCS) seront essentielles pour le secteur.

A noter également la présence du pôle Parfum à Grasse.

A contrario, le secteur public et les grands établissements pèsent peu, signe d'une hiérarchie urbaine qui n'est pas marquée par la présence d'une grande métropole.

Zoom sur le bassin Cannes Grasse Antibes

Le cas de Grasse



En 2004, les établissements de la CAPAP ont généré un total de 3.6 milliards d'euros de CA (dont 30% pour le secteur industriel, contre 12% pour le département).

5 672 établissements emploient sur le territoire près de 27 400 salariés.

Le tissu productif se divise en 3 secteurs : industrie (chimie, caoutchouc, plastiques et parfums), services administrés (santé, action sociale, sous-préfecture) et services marchands.

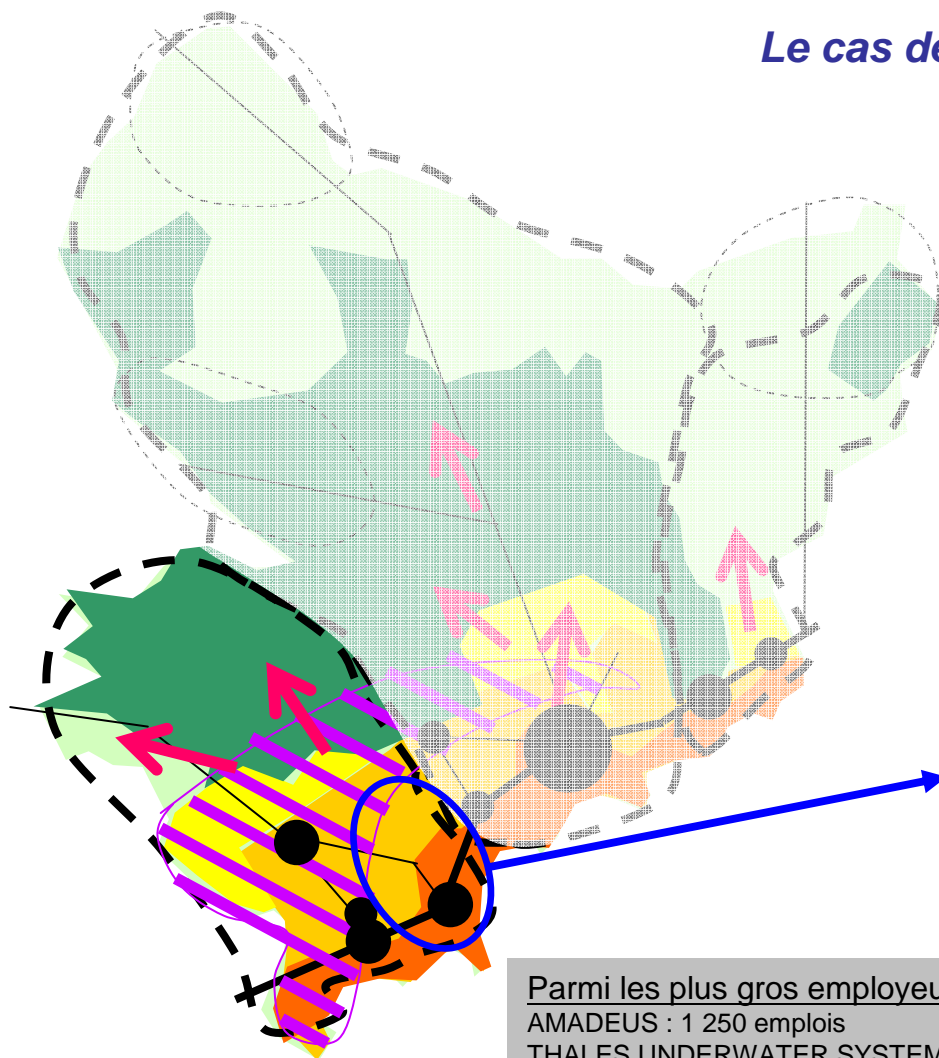
La particularité du tissu industriel de la CAPAP est l'industrie de parfum et de l'aromatique. Cela représente 93 entreprises et 2 900 emplois, pour un chiffre d'affaires de 642 millions d'euros (18% du CA de l'agglomération mais 45% du CA à l'export).

La spécialisation relative du territoire sur l'industrie de l'arôme constitue à la fois un avantage par rapport au reste du département mais aussi une fragilité, du fait de la présence d'entreprises à capitaux étrangers.

Source : Diagnostic économique CAPAP, 2004

Zoom sur le bassin Cannes Grasse Antibes

Le cas de Sophia Antipolis



La technopôle de Sophia-Antipolis est composée de plus de 1 300 établissements, qui emploient plus de 27 000 personnes (23 000 dans le secteur privé et 4 000 dans le secteur public).

Les entreprises du parc Sophia Antipolis représentent un chiffre d'affaires estimé à 3.5 milliards d'euros (2004).

Le total des retombées économiques du parc s'élève à 4,5 milliards d'euros (58% pour les achats de biens et de services par les entreprises et 42% pour les salaires). Ces retombées profitent à 56% au département des Alpes Maritimes.

Le parc a permis la création de 68 500 emplois sur le département (27 000 emplois directs et 41500 induits)

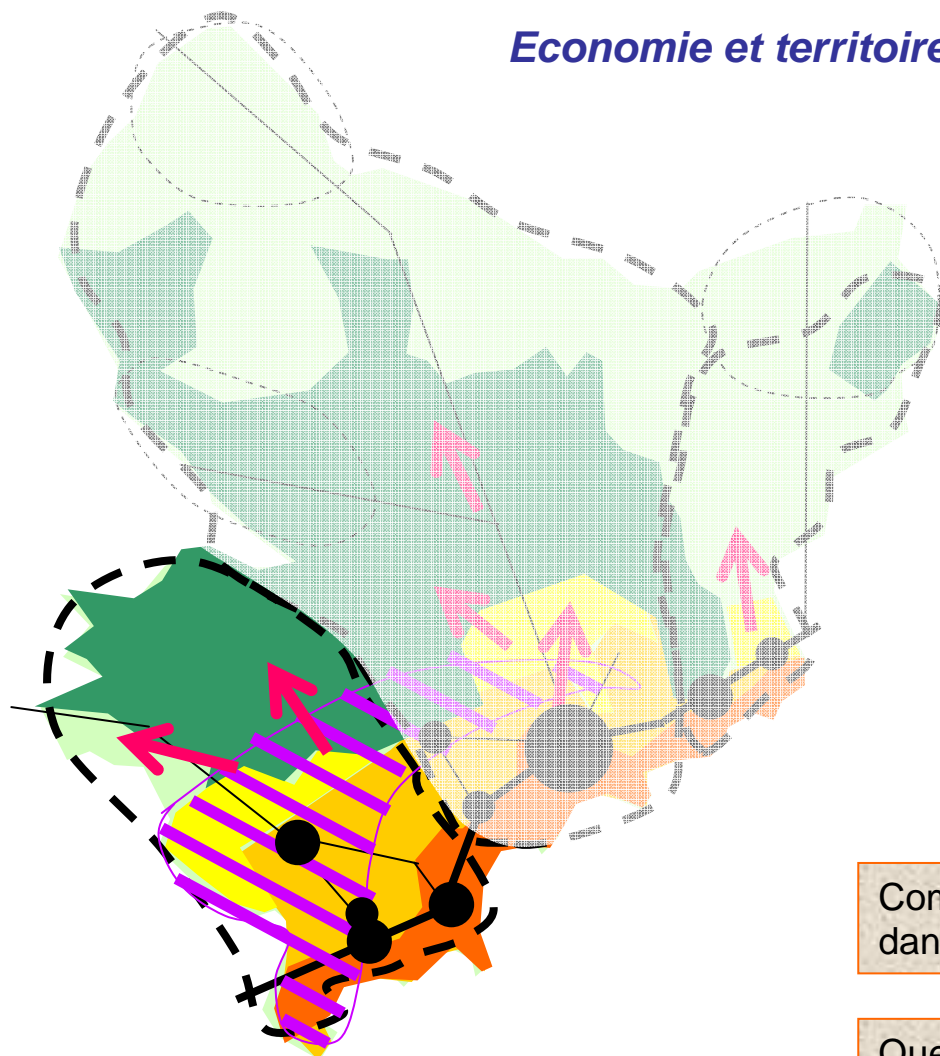
Parmi les plus gros employeurs du parc :

AMADEUS : 1 250 emplois
 THALES UNDERWATER SYSTEMS : 795 emplois
 LEGRAND : 564 emplois
 INRIA : 475 emplois

AIR FRANCE ETS INFORMATIQUE : 418 emplois
 EQUANT France : 298 emplois
 GALDERMA R&D : 360 emplois
 SCHNEIDER AUTOMATION : 358 emplois
 PHILIPS SEMICONDUCTORS : 320 emplois

Zoom sur le bassin Cannes Grasse Antibes

Economie et territoire, des questions pour demain



Quel avenir pour des activités high tech et traditionnelles (parfums) soumises à la concurrence internationale ?

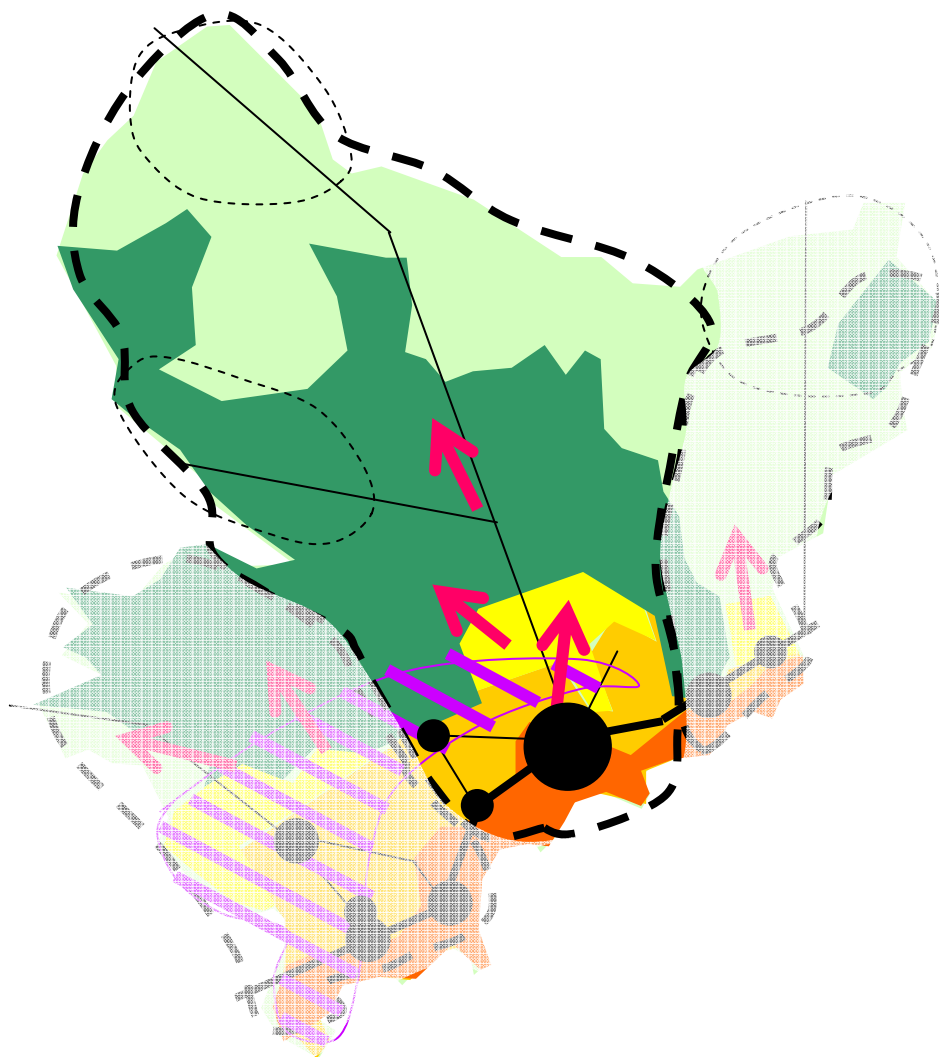
Quelle organisation d'un Moyen Pays en pleine transformation spatiale ? Quels impacts sur la qualité de vie ?

Quelle attractivité à terme du modèle sophilopitain, dans un contexte de dégradation de la qualité d'accueil des entreprises et des actifs ?

Comment pérenniser l'offre résidentielle et touristique, dans un contexte de tensions territoriales ?

Quelles perspectives à la dépendance à la desserte aéroportuaire du département ?

Zoom sur le bassin de Nice



Une activité économique fortement influencée par la présence d'une **métropole régionale**, qui induit des fonctions de décision administrative qui concernent autant le secteur public (éducation-santé-action sociale, ou administration dans une moindre mesure) que privé (services aux entreprises, activités financières).

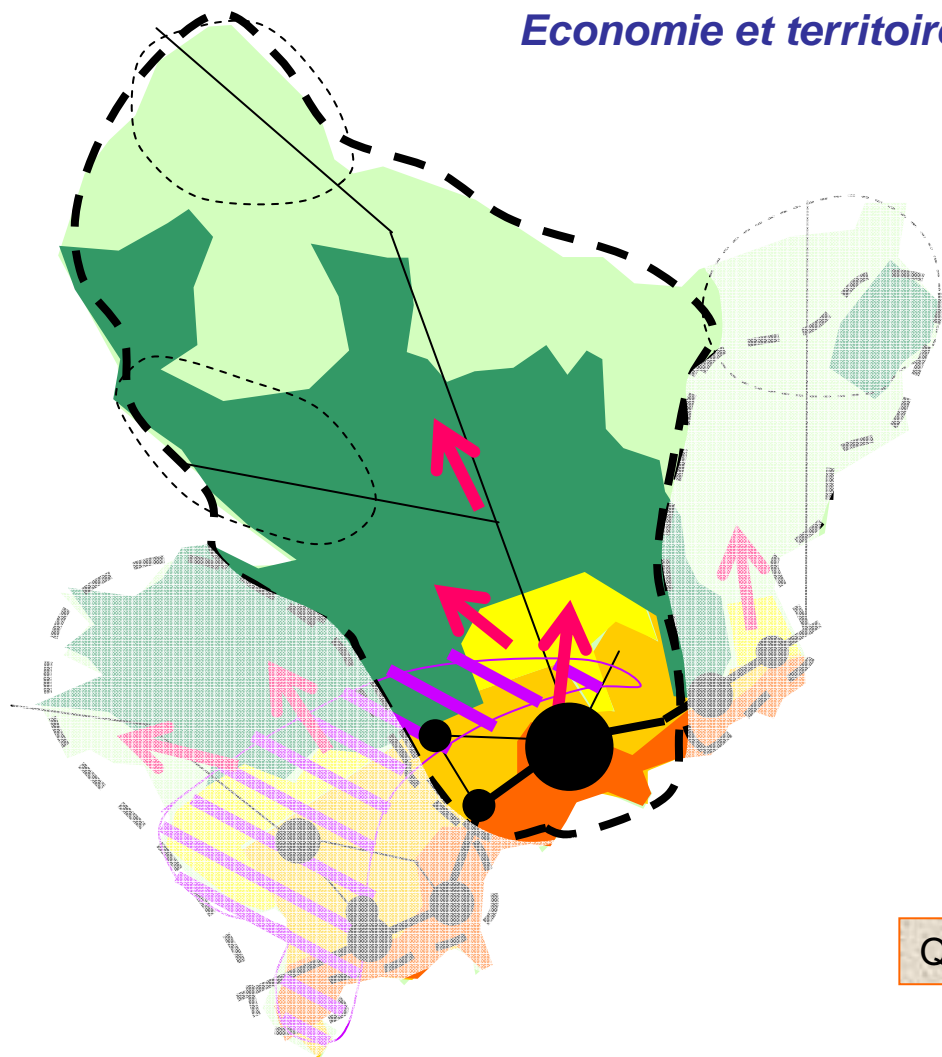
Un **développement atypique** par rapport aux aires urbaines de taille comparable : importance des secteurs qui accompagnent le développement résidentiel et touristique (commerce, services aux particuliers, activités immobilières, transport construction).

L'économie du bassin de Nice est donc une économie à **dominante tertiaire**, dans laquelle le **tourisme** joue un rôle majeur. Elle dépend essentiellement des revenus dépensés par les résidents et les touristes (2 milliards d'euros de dépenses touristiques annuelles), et constitue de ce fait un bassin dépendant du niveau des revenus et du solde migratoire (niveau moyen de revenus sur l'aire urbaine de Nice est supérieur de 10% à la moyenne des aires urbaines). Cette économie est soumise de façon moins déterminante aux fluctuations de l'économie mondiale.

Entre 1990 et 1999, la croissance démographique et l'emploi se sont tassés. Sur cette période, le territoire a créé un 1% d'emplois (7% pour la moyenne des aires urbaines). Entre 1999 et 2005, ce taux a augmenté grâce au rebond démographique (hausse du solde migratoire).

Zoom sur le bassin de Nice

Economie et territoire, des questions pour demain

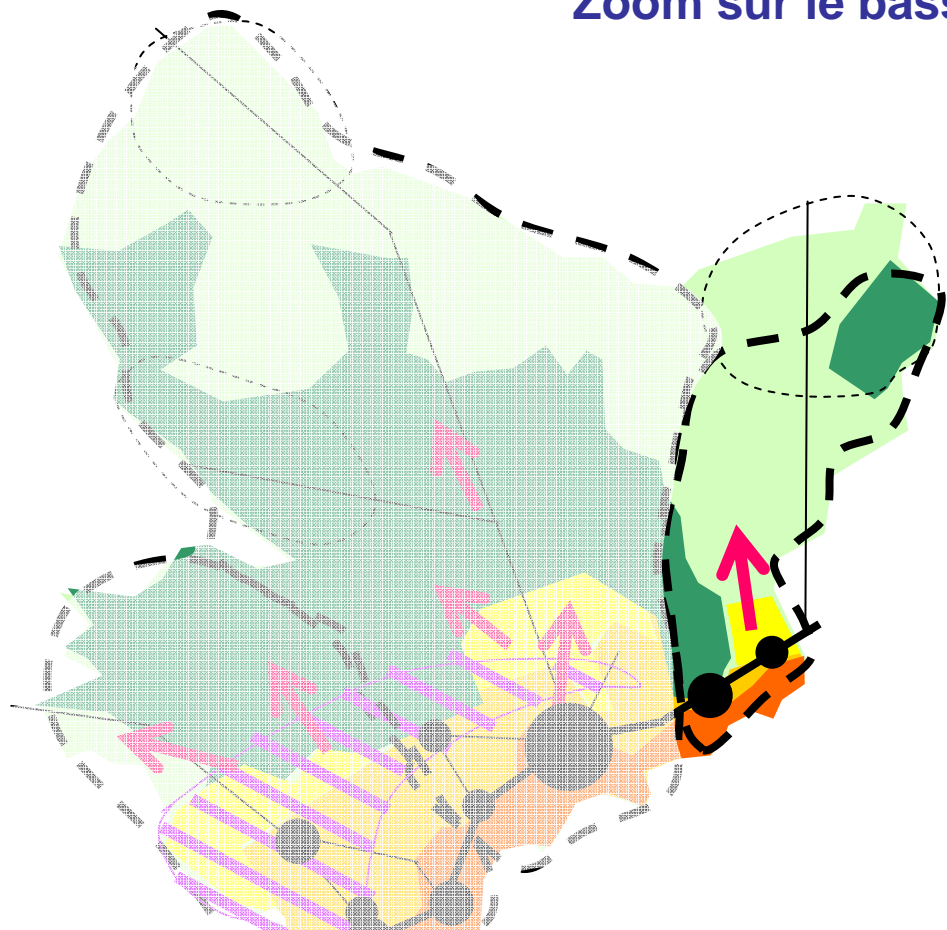


Quel avenir pour une économie à dominante résidentielle, au sein d'un territoire dont les moteurs d'attractivité peuvent paraître à bout de souffle ?

Quels impacts à terme de l'élargissement du bassin de Nice vers le Haut Pays (allongement des distances quotidiennes et des coûts de déplacements, transformation des espaces et des paysages, saturation routière...)?

Quelle évolution de l'image du secteur de Nice ?

Zoom sur le bassin de Monaco Menton



Une fonction résidentielle très importante, pour un bassin très fortement spécialisé dans l'accueil touristique et sur l'économie résidentielle (fonction « dortoir »).

Il tire la majeure partie de ses revenus du tourisme, des retraites et des salaires produits en dehors du territoire. 53% des actifs travaillent hors du bassin et près d'un actif sur 2 résidant sur le territoire travaille à Monaco.

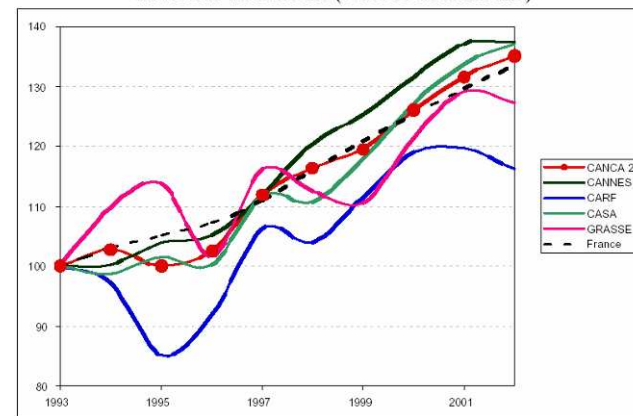
Il a fonction de territoire « dortoir », notamment pour les actifs niçois.

Ce territoire vit d'une certaine manière de « l'influence externe » : pôle économique et d'emploi de Monaco, accueil des seniors sur la Côte d'Azur, lieu d'investissement et de spéculation immobilière, etc.

De par l'importance de sa spécialisation sur l'accueil touristique, ce territoire est fortement soumis aux fluctuations du secteur touristique.

Par ailleurs, le bassin de Menton-Monaco connaît un développement démographique ralenti (+0.3% entre 1990 et 1999), et ce, pour plusieurs raisons : manque de foncier disponible, coût du foncier très élevé, présence importante de seniors, etc.

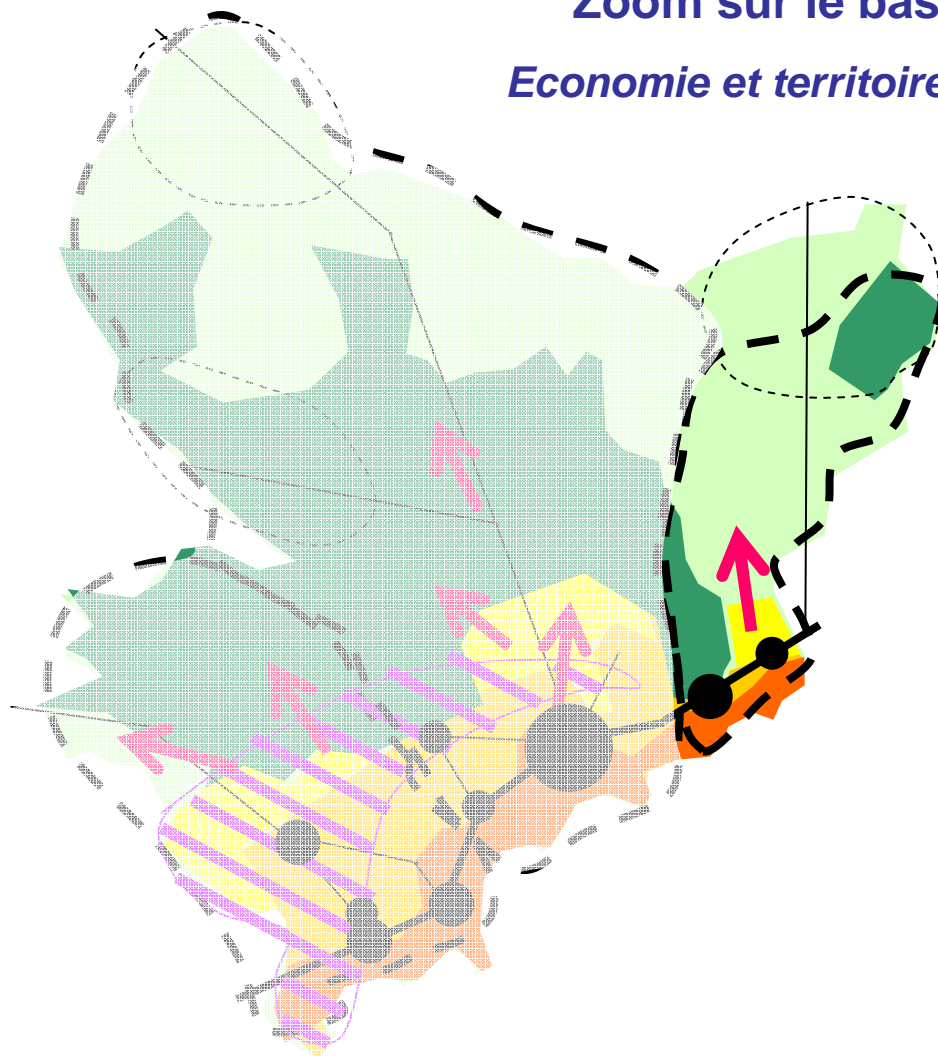
Graphe 3: Variation 1993-2002 de l'emploi salarié du secteur du tourisme (codes 55 de la naf 220)



Source: Unedic

Zoom sur le bassin de Monaco Menton

Economie et territoire, des questions pour demain



Quel renouvellement des moteurs de l'attractivité, dans un contexte de saturation foncière ?

Comment caractériser les liens entre Monaco et le territoire ?

La prochaine séance

Présentation des approfondissements apportés à l'analyse des dynamiques et tendances (notamment à la lumière des entretiens)

Présentation de premières esquisses d'hypothèses et de scénarios à 2020

Débat et production collective du groupe de prospective